ISSN 1662 – 4599

Dossier concernant l'énergie hydraulique, page 5–8

24 février 2015
14e année
Nº 5

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains
Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Motif d'espérance, mais également de vigilance

Au sujet de l'Accord de Minsk

Interview de Willy Wimmer

Willy Wimmer (photo mad)

Willy Wimmer a été porte-parole du groupe parlementaire de la CDU/CSU au Bundestag allemand, secrétaire d'Etat parlementaire au ministère fédéral de la Défense, 33 ans député CDU au Bundestag. De 1994 à 2000, donc à l'époque des guerres en Yougoslavie, il était vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Depuis de nombreuses années, il critique une politique de l'Ouest qui ne respecte plus le droit international public. Dans son dernier livre «Wiederkehr der Hasardeure. Schattenstrategen, Kriegstreiber, stille Profiteure 1914 und heute» (ISBN 978-3-943007-07-7), il analyse avec l'historien Wolfgang Effenberger le chemin ayant mené à la Première Guerre mondiale et ses conséquences jusqu'à nos jours. Il reconnaît dans le présent une série de parallèles dangereuse avec le chemin qui a mené à la catastrophe du siècle. Cependant, Wimmer ne présente cela pas de manière abstraite ou théorique, mais se base sur un trésor riche en expériences personnelles concernant la politique étrangère avec des reportages de synthèse fort intéressants durant de nombreux voyages sur les lieux des évènements de la politique mondiale. Nous avons interrogé Willy Wimmer à propos du résultat des négociations ayant eu lieu à la capitale biélorusse Minsk.

Horizons et débats: Après une longue nuit de négociations, les présidents Hollande, Porochenko et Poutine ainsi que la chancelière allemande Merkel se sont mis d'accord sur une déclaration commune à Minsk. Peut-on déjà formuler un premier jugement concernant cet accord?
Willy Wimmer: Le résultat des négociations est la conséquence nécessaire de la situation effective en Ukraine et des événements depuis le printemps de l'année dernière. L'Est du pays est le centre économique de l'Ukraine, mais il n'a pas le droit de décider de l'argent qu'on y gagne. Kiev dépense l'argent qu'on gagne à Donetsk. Il n'y a aucun pays en Europe qui fonctionnerait de cette façon. Depuis les événements sur le Maïdan, ceux qui ont le pouvoir à Kiev passent outre les intérêts de ceux qui parlent le russe dans le pays. Ils ont mené une guerre contre eux, bien qu'ils fassent partie de la même population. Si le gouvernement de Kiev veut garder l'intégrité territoriale du pays, il doit reconnaître la réalité et aussi la souffrance qu'il a causée.

L'année passée, il y a eu plusieurs tentatives de parvenir à un cessez-le-feu en Ukraine orientale. Pourquoi la situation est-elle différente actuellement?
Jusqu'à présent, on a toujours mandaté des experts ou les ministres des Affaires étrangères pour de telles négociations et ce sont eux qui ont tenté d'assumer la responsabilité. Mais cette fois ce sont les présidents et la chancelière fédérale allemande. Et cela est un motif d'espérance. Maintenant *Merkel, Poutine, Porochenko* et *Hollande* doivent personnellement assumer la responsabilité, c'est une nouvelle qualité.

Maintenant c'est plus facile d'atteindre un accord dans les détails techniques importants; car les principes ont le soutien de Poutine, Hollande, Merkel et Porochenko. Il faut faire très attention à la disposition de ces détails, à l'application concrète de l'Accord de Minsk, sinon nous risquons que les personnes à Kiev et à Washington, qui veulent mener – 70 ans après la Seconde Guerre mondiale – une autre grande guerre sur le territoire européen, gardent le dessus.

C'est-à-dire qu'il y a des motifs d'espérance, mais aussi de vigilance.
Il faut bien se rendre compte que des forces contraires continuent à agir. Les uns veulent changer le caractère politique de l'Ukraine, les autres – c'est l'idée des Américains – sont les forces qui veulent utiliser l'Ukraine pour éliminer la direction politique à Moscou. Les deux forces vont continuer à s'activer et c'est la raison pour laquelle les quatre chefs d'Etat et de gouvernement sont si importants.

Il faut faire en sorte que Kiev prenne en compte les intérêts de l'Est du pays, si l'on désire que cette région reste une partie de l'Ukraine. Les pensions et les salaires des gens en Ukraine orientale doivent être payés et les institutions doivent fonctionner comme on l'attend dans la région.

Avant la rencontre de Minsk, le président ukrainien Porochenko a annoncé vouloir décréter la loi martiale si les négociations échouaient. Qu'est-ce que cela aurait signifié?
Cela signifie bien sûr que les droits des citoyens ukrainiens auraient été réduits à zéro. Cette déclaration illustre ce qui a été déclenché en Ukraine, après qu'on ait commencé à changer les structures intérieures du pays sur le Maïdan de manière à ce que la minorité russophone n'ait plus d'avenir dans cet Etat.

Pourquoi les négociations ont-elles maintenant abouti?
Le succès de Merkel et Hollande repose surtout sur le fait d'avoir brisé l'embargo à tout entretien décrété par les Etats-Unis. Avec cette rencontre à Minsk, on a montré qu'on veut s'entretenir au sein de l'Europe. Les chefs des républiques populaires auto-déclarées de Donetsk et Lougansk étaient également arrivés à la réunion du groupe de contact ukrainien le matin. Le fait que des gens, qu'on ne voulait d'abord pas ou qui ne devaient pas y venir, aient pu participer aux entretiens est dû au développement positif des négociations.

La série de mesures décidée à Minsk attribue à l'OSCE un rôle encore plus important pour l'avenir. Est-ce à saluer?
Il faut faire très attention avec les organisations de surveillance internationales. Ces organisations se sont avérées dans le passé comme des instruments des Etats-Unis qui continuent à faire avancer les choses dans les intérêts des Américains.

L'OSCE doit faire revivre ses possibilités contractuelles qui ont été piétinées par la guerre d'agression des Etats-Unis contre la Yougoslavie. L'OSCE ne doit plus à nouveau être utilisée abusivement pour des opérations de services secrets qui visent à préparer une prochaine guerre, cette fois contre la Fédération de Russie.

Monsieur Wimmer, merci beaucoup pour cet entretien. •

(Interview réalisée par *Karl Müller*)

«Un signe encourageant»

Hans Köchler (photo ef)

Le conflit sur le territoire de l'Ukraine orientale ne peut être résolu qu'au niveau politique: sur la base (a) de la reconnaissance du droit à l'autonomie, (b) du fédéralisme et (c) d'un statut international de neutralité de la République de l'Ukraine.

Un accord de cessez-le-feu, de retrait des armes lourdes et de création d'une ligne de démarcation entre les parties en conflit n'est qu'une première étape en vue d'une solution politique globale.

Pour parvenir à une paix durable, toutes les parties vont devoir s'entendre sur le droit à l'autonomie des habitants de la zone de conflit. Dans le droit international moderne, le droit à l'autonomie est le noyau formant la base de la démocratie et de la légitimité de tout système politique. La souveraineté nationale (de l'Etat) est nécessairement basée sur le droit des êtres humains à pouvoir décider, en tant que citoyens, de l'identité politique du territoire sur lequel ils vivent.

Suite au fait que le conflit qui se poursuit en Ukraine orientale est aussi le résultat du changement anticonstitutionnel et violent de gouvernement dans la République de l'Ukraine, la confiance entre les groupes ethniques sur le territoire ukrainien ne peut être rétablie que sur la base d'un système fédéral prévoyant une véritable autonomie pour les territoires de l'Ukraine orientale.

Compte tenu de la dimension internationale que le conflit a atteint, il faut prendre en compte les intérêts sécuritaires des pays voisins, dont la Russie. Cela implique que l'OTAN doit s'abstenir de jouer quelque rôle que ce soit dans le conflit en cours et que la République de l'Ukraine devrait se prononcer en faveur d'un statut de neutralité perpétuelle (similaire au statut que la République d'Autriche a défini en 1955, lors de la rivalité entre les deux superpuissances). L'Ukraine ne doit pas être partie d'un plan géostratégique visant à l'endiguement («containment») de la Russie. Cela mettrait en danger la paix et la stabilité non seulement en Europe mais également dans le monde entier. Une solution durable exigera également que les Etats membres de l'Union européenne renoncent à l'instrument des sanctions économiques, car de telles mesures font partie d'une stratégie de force et non pas d'une stratégie politique visant la résolution du conflit par la voie de la négociation.

Il nous reste à espérer que l'Union européenne sera finalement en mesure d'agir indépendamment de l'influence des Etats-Unis et que ses Etats membres cherchent un consensus avec la Fédération de Russie dans le Cadre européen commun de référence.

A cet égard, les négociations lors du Sommet au format Normandie à Minsk (avec la participation des chefs d'Etats ou de gouvernements de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de l'Ukraine), qui ont abouti ce matin [12 février 2015] à un accord de cessez-le-feu, sont un signe encourageant.

Professeur Hans Köchler, président de l'«International Progress Organization», au sujet de l'Accord de Minsk, Vienne, le 12 février 2015

(Traduction *Horizons et débats*)

Déclaration du Président de la Fédération de Russie, du Président de l'Ukraine, du Président de la République française et de la Chancelière de la République fédérale d'Allemagne en soutien au «Paquet de mesures pour la mise en œuvre des Accords de Minsk», le 12 février 2015

Le Président de la Fédération de Russie, *Vladimir Poutine,* le Président de l'Ukraine, *Petro Porochenko,* le Président de la République française, *François Hollande,* et la Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, *Angela Merkel,* réaffirment leur plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Ils sont fermement convaincus qu'il n'existe pas d'alternative à une solution exclusivement pacifique. Ils sont pleinement déterminés à prendre toutes les mesures individuelles ou communes possibles à cette fin.

Dans ce contexte, les dirigeants endossent le «Paquet de mesures pour la mise en œuvre des Accords de Minsk» adopté et signé le 12 février 2015 par tous les signataires qui ont également signé le Protocole de Minsk du 5 septembre 2014 et le Mémorandum du 19 septembre 2014. Les dirigeants contribueront à ce processus et useront de leur influence sur les parties concernées pour faciliter la mise en œuvre de ce Paquet de mesures.

L'Allemagne et la France fourniront une expertise technique pour restaurer la partie du système bancaire dans les zones affectées par le conflit, éventuellement à travers la mise en place d'un mécanisme international permettant de faciliter les transferts sociaux.

Les dirigeants partagent la conviction qu'une coopération améliorée entre l'UE, l'Ukraine et la Russie favorisera la résolution de la crise. A cette fin, ils soutiennent la poursuite des discussions trilatérales entre l'UE, l'Ukraine et la Russie sur les questions énergétiques afin de définir les mesures qui prendront la suite du paquet gazier pour l'hiver.

Ils soutiennent également les discussions trilatérales entre l'UE, l'Ukraine et la Russie afin de trouver des solutions pratiques aux préoccupations soulevées par la Russie concernant la mise en œuvre de l'Accord de libre échange complet et approfondi entre l'Ukraine et l'UE.

Les dirigeants restent attachés à la perspective d'un espace humanitaire et économique commun de l'Atlantique au Pacifique fondé sur le plein respect du droit international et des principes de l'OSCE.

Les dirigeants resteront mobilisés en vue de la mise en œuvre des Accords de Minsk. A cette fin, ils conviennent d'établir un mécanisme de supervision en format Normandie qui se réunira à intervalles réguliers, en principe au niveau des hauts fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères.

Source: www.elysee.fr, déclaration du 12 février 2015

Pour une nouvelle politique face à la Grèce et la Russie

par Karl Müller

Le 12 février, les présidents de l'Ukraine, de la France et de la Russie et la chancelière allemande se sont mis d'accord sur une déclaration commune envisageant la signature d'un paquet de mesures permettant de réaliser l'accord de Minsk (voir encadré page 1). Ils ont eu des propos très importants permettant un tournant dans les relations entre l'Ouest et l'Est. Dans leur déclaration les signataires sont «fermement convaincus qu'il n'existe pas d'alternative à une solution exclusivement pacifique». Les signataires «partagent la conviction qu'une meilleure collaboration entre l'UE, l'Ukraine et la Russie sera propice à la sortie de cette crise.» Ils soutiennent «des négociations trilatérales entre l'UE, l'Ukraine et la Russie afin de trouver des solutions pratiques face aux doutes de la Russie quant à l'accord de libre-échange entre l'Ukraine et l'UE.» Et ils professent «la vision d'un espace commun humanitaire et économique de l'Atlantique au Pacifique sur la base du plein respect du droit international et des principes de l'OSCE». Tous les participants mais aussi tous les responsables à l'Est et à l'Ouest sont tenus à faire suivre l'acte à la parole, tout en tenant compte de la situation générale en Europe.

Dans la liste des best-seller du *Spiegel* de la semaine 7/2015, figure un livre qui, certainement déplaira à de nombreux hommes politiques des Etats membres de l'UE et à maints rédacteurs responsables des médias dominants. Le livre est intitulé «Wir sind die Guten. Ansichten eines Putinverstehers oder wie uns die Medien manipulieren.» (ISBN 978-3-86489-080-2) [Nous sommes les bons. La vue de quelqu'un qui défend Poutine ou comment nous sommes manipulés par les médias.] Les auteurs sont les deux journalistes *Mathias Bröckers* et *Paul Scheyer.* Les médias dominants combattent le livre. Mais apparemment, cela ne fonctionne plus. Le livre, paru en septembre 2014, en est à sa 4e édition.

Le lecteur du livre facile à lire, compréhensible et bien documenté est mené à se demander à nouveau ce qui se passe dans l'Europe de l'UE. Comment est-il possible que tant d'hommes politiques de l'UE et des responsables des médias se comportent d'une façon aussi irresponsable avec la vérité et risquent d'enfoncer un continent tout entier par leur lutte pour le pouvoir politique et économique extrêmement dangereuse avec la Russie?

Et qu'en est-il de la politique de l'UE face à la Grèce?

Là aussi, le bilan est dégrisant. Après 5 ans d'aide à la Grèce effectuée par l'UE et ses institutions, les Grecs ont fait démissionner les hommes politiques ayant négocié et soutenu cette aide. Les résultats du 25 janvier l'ont montré avec une rare clarté. Les Grecs ont voté pour un parti, encore complètement insignifiant il y a quelques années. La majorité des Grecs y met tout son espoir.

Le «sauvetage» de la Grèce entamé par les gouvernements des Etats membres de l'UE, par ses institutions et le FMI était lié à certains programmes et des limitations de la souveraineté devenus insupportables pour les Grecs et auraient été insupportables pour tout autre peuple. Les cinq dernières années étaient témoin d'une dégradation dans tous les domaines: de moins en moins d'emplois, baisse des salaires et pensions, de moins en moins de prestations sociales de l'Etat, régression de la performance économique du pays, endettement croissant de l'Etat, plus d'argent pour les visites médicales et les médicaments, plus d'argent pour les denrées alimentaires nécessaires, un taux de suicides élevé etc. En novembre 2014, selon la statistique officielle de l'UE, 50% des Grecs entre 15 et 24 ans étaient au chômage, donc un jeune Grec sur deux.

Les instituts financiers auprès desquels l'Etat grec, les dernières années, avait emprunté ne voulaient plus croire à une Grèce solvable et n'étaient plus prêt à porter le risque de crédits octroyés à la légère. Pour cette raison, ils avaient intérêt à ce que la Grèce reste financièrement dépendante et que les Etats, le contribuable européen reprenne les dettes et devienne le nouveau créancier de la Grèce. Ce que les instituts financiers ont bien réussi depuis 2010.

Comment les responsables politiques grecs ont-ils réagi depuis les élections? Le fil rouge de leurs déclarations se résume en «pacta sunt servanda». Donc: les accords ayant mené la Grèce à sa perte doivent être respectés. Là aussi, il y a deux poids deux mesures: le traité de Maastricht ayant jeté les bases du régime euro a été violé au moins 80 fois – selon le calcul d'un député de la CDU, il y a trois ans. Il faut ajouter que le nouveau gouvernement grec n'a pas annoncé vouloir rompre les accords existants. Il veut renégocier parce que les accords en vigueur ne sont à la longue plus supportables pour la Grèce.

Déjà deux semaines avant les élections, le nouveau premier ministre grec, Alexis Tsipras, a adressé une lettre ouverte aux Allemands et a mis l'accent sur le manque de bon sens quant aux aides effectuées jusqu'alors (cf. l'article ci-dessous).

Quelles sont les mesures à entreprendre pour regagner la crédibilité de la politique européenne face à la Grèce?

Si, dans les Etats membres de l'UE, les responsables de la politique des dernières années étaient prêts à avouer ne plus pouvoir continuer de la même manière, qu'il était temps de réfléchir et de se réorienter, il y aurait tout à gagner. Plus encore: au lieu de présenter leur politique comme «sans alterna-

Suite page 3

ISBN 978-3-86489-080-2

«Le contribuable allemand n'a rien à craindre de Syriza»

Lettre ouverte d'Alexis Tsipras adressée à l'Allemagne

Alexis Tsipras (photo reuters)

hd. Dans une lettre ouverte adressé le 13 janvier au journal allemand «Handelsblatt» – donc environ 15 jours avant les élections législatives – Alexis Tsipras, chef du parti Syriza et nouveau Premier ministre de la Grèce, s'est adressé à la population allemande.

Chers lecteurs […], je sais d'avance que la plupart d'entre vous ont probablement une opinion déjà formée sur le contenu de cette lettre. Je vous invite, cependant, à la lire sans préjugés. Les préjugés n'ont jamais été un bon conseiller, et encore moins à un moment où la crise économique les renforce, en entretenant l'intolérance, le nationalisme, l'obscurantisme, et même la violence.

Avec cette lettre ouverte, je souhaite vous exposer un récit différent de celui qui vous a été fait au sujet de la Grèce depuis 2010. Et je tiens aussi et surtout à exposer avec franchise les projets et les objectifs de *Syriza,* si le 26 janvier, par le choix des électeurs, il formera le nouveau gouvernement grec.

En 2010, l'Etat grec a cessé d'être en mesure de servir sa dette. Malheureusement, les dirigeants européens ont décidé de faire croire que ce problème pourrait être surmonté par l'octroi du plus grand prêt jamais consenti à un Etat, sous condition que certaines mesures budgétaires seraient appliquées, alors que celles-ci, manifestement, ne pouvaient que diminuer le revenu national destiné au remboursement des nouveaux et anciens prêts. Un problème de faillite a été donc traité comme s'il s'agissait d'un problème de liquidité. En d'autres termes, l'attitude adoptée, était celle du mauvais banquier qui, au lieu d'admettre que le prêt accordé à la société en faillite a «sauté», il lui accorde des prêts supplémentaires, prétextant que les anciennes dettes restent servies et prolonge ainsi la faillite à perpétuité.

Il s'agissait pourtant d'une question de bon sens de voir que l'application de la doctrine «extend and pretend» (étendre les maturités de la dette et prétendre que payer les intérêts ne pose aucun problème) dans le cas de mon pays aboutirait à une tragédie. Qu'au lieu de stabiliser la Grèce, l'application de ce dogme installerait une crise autoalimentée sapant les fondations de l'UE.

Notre parti et moi-même, nous nous sommes opposés à l'accord de prêt de mai 2010, non pas parce que l'Allemagne et nos autres partenaires ne nous ont pas donné assez d'argent, mais parce que vous nous avez donné beaucoup plus d'argent que ce qu'il fallait et que nous pouvions accepter. De l'argent qui par ailleurs ne pouvait ni aider le peuple grec, puisqu'il disparaissait aussitôt dans le trou noir du service de la dette, ni arrêter l'alourdissement continu de celle-ci, obligeant de la sorte nos partenaires à prolonger ce fardeau à perpétuité aux frais des citoyens.

Et cette vérité était bien connue par les gouvernants allemands, mais ils n'ont jamais voulu vous la dévoiler.

En effet, avant même que la première année ne se soit écoulée, nos prévisions ont été confirmées dès 2011. L'enchaînement de nouveaux prêts et de réductions drastiques des dépenses a non seulement échoué à dompter la dette, mais a par surcroît puni les citoyens les plus faibles, en transformant les citoyens ordinaires qui avaient un emploi et un toit en des chômeurs sans-abri qui ont tout perdu, en plus de leur dignité.

L'effondrement des revenus a conduit à la faillite de milliers d'entreprises, augmentant ainsi le pouvoir oligopolistique des entreprises qui ont survécu. De ce fait, les prix diminuaient moins que les revenus tandis que les dettes, publiques et privées, ne cessaient de s'alourdir. Dans ce contexte, où le déficit d'espoir a dépassé tous les autres déficits «l'œuf du serpent» n'a pas mis longtemps pour éclore – et les néo-nazis ont commencé à patrouiller les quartiers en semant la haine.

Malgré son échec manifeste, la logique du «extend and pretend» continue à s'appliquer systématiquement encore aujourd'hui. Le deuxième accord de prêt de 2012, a ajouté une charge supplémentaire sur les épaules affaiblies de l'Etat grec, en réduisant les fonds de pension, en donnant un nouvel élan à la récession, en finançant aussi une nouvelle kleptocratie avec l'argent de nos partenaires.

Des commentateurs sérieux ont parlé récemment de stabilité et même de croissance à propos de mon pays pour «prouver» que les politiques appliquées ont été efficaces. Aucune analyse sérieuse ne soutient cette «réalité» virtuelle. L'augmentation récente de 0,7% du revenu national réel ne marque pas la fin de la récession mais sa poursuite, puisqu'elle a été réalisée dans une période d'inflation de 1,8%, ce qui signifie que (en euros) le revenu national a continué de baisser. Simplement, il diminue moins que la moyenne des prix – tandis que les dettes augmentent.

Cet effort de mobilisation des «statistiques grecques», pour démontrer que l'application de la politique de la troïka est efficace en Grèce, est outrageant pour tous les Européens qui ont enfin le droit de connaître la vérité.

Et la vérité est que la dette publique grecque ne peut pas être honorée tant que l'économie sociale grecque se trouve en situation de simulation de noyade budgétaire («fiscal waterboarding»).

En outre, persévérer dans ces politiques misanthropes et sans issue, dans le refus de reconnaître une simple question d'arithmétique, coûte au contribuable allemand et condamne en même temps un peuple fier à l'indignité. Et le pire: de ce fait, les Grecs se retournent contre les Allemands, les Allemands contre les Grecs, et l'idée d'une Europe unie démocratique est offensée cruellement.

L'Allemagne, et plus particulièrement le contribuable allemand qui travaille dur n'a rien à craindre d'un gouvernement Syriza. Au contraire. Notre objectif n'est pas d'entrer en conflit avec nos partenaires. Notre objectif n'est pas d'obtenir des prêts supplémentaires ou un blanc-seing pour de nouveaux déficits. Notre objectif est la stabilité économique, des budgets primaires équilibrés et, bien sûr, la cessation des saignées fiscales opérées sur les contribuables depuis quatre ans par un accord de prêt inadéquat aussi bien pour la Grèce que pour l'Allemagne. Nous exigerons la fin de l'application du dogme «extend and pretend» non pas contre le peuple allemand, mais pour le bénéfice de nous tous.

Je sais, chers lecteurs, que derrière les demandes d'une «stricte application des accords» se cache la peur que «si nous laissons les Grecs faire ce qu'ils veulent, ils vont refaire le même coup». Je comprends cette inquiétude. Mais ce n'était pas Syriza qui a érigé en institutions dans mon pays la collusion des intérêts privés et la kleptocratie qui feignent de se soucier de l'observation des «accords» et des réformes puisque celles-ci ne les affectent pas, comme le démontrent les quatre dernières années des réformes engagées par le gouvernement *Samaras* sous la direction de la troïka. Nous, nous sommes prêts à entrer en conflit avec ce système afin de promouvoir des réformes radicales au niveau du fonctionnement de l'Etat, en établissant la transparence de l'administration publique, la méritocratie, la justice fiscale, la lutte contre le blanchissement d'argent. Ce sont ces réformes que nous soumettons à l'appréciation de nos citoyens aux prochaines élections.

Notre objectif est la mise en place d'un «New Deal» pour l'ensemble de la zone euro qui permettra aux Grecs, comme à l'ensemble des peuples européens, de respirer, de créer, de vivre avec dignité. Avec une dette publique socialement viable, avec une croissance stimulée par des investissements publics financés – seul moyen de sortir de la crise – et non pas par la recette échouée de l'austérité qui ne fait que recycler la récession. En renforçant la cohésion sociale, la solidarité et la démocratie.

Le 25 janvier, surgit en Grèce une nouvelle opportunité pour l'Europe. Ne ratons pas cette chance. •

Source: *http://arretsurinfo.ch/la-lettre-ouverte-dalexis-tsipras-aux-citoyens-allemands-sur-ce-quon-ne-leur-a-jamais-dit-sur-la-dette-grecque/*

«La structure de stabilité a été sapée depuis longtemps – par les Etats-Unis et leurs alliés»

Allocution du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, lors de la 51e Conférence de Munich sur la sécurité, le 7 février 2015

Sergueï Lavrov (photo thk)

Mesdames et Messieurs,

Monsieur *Wolfgang Ischinger* a ajouté à l'ordre du jour le thème de l'«effondrement du développement mondial». Difficile, en effet, de ne pas voir que les événements évoluent selon un scénario peu optimiste. Mais il est impossible d'accepter les arguments de certains de nos collègues, selon qui l'ordre mondial existant depuis des décennies s'est soudainement et rapidement effondré.

C'est plutôt l'inverse: les événements qui se sont produits depuis un an ont confirmé la justesse de nos avertissements concernant la présence de problèmes systémiques et profonds dans l'organisation de la sécurité européenne et dans les relations internationales dans l'ensemble. Je voudrais rappeler le discours prononcé par le Président russe *Vladimir Poutine* depuis cette tribune il y a huit ans.

La structure de stabilité, qui repose sur la Charte de l'ONU et les Accords d'Helsinki, a été sapée depuis longtemps par les Etats-Unis et leurs alliés en Yougoslavie (pays anéanti par les bombardements), en Irak, en Libye, par l'expansion de l'OTAN vers l'Est et la création de nouvelles lignes de démarcation. Le projet de construction d'une «maison paneuropéenne» a échoué précisément parce que nos partenaires occidentaux n'étaient pas guidés par la volonté de mettre en place une architecture de sécurité ouverte respectant les intérêts mutuels, mais par des illusions et leur conviction d'être sortis vainqueurs de la guerre froide. Les engagements pris solennellement dans le cadre de l'OSCE et du Conseil OTAN-Russie, de ne pas assurer sa propre sécurité grâce à la celle des autres, sont restés sur le papier mais ont été ignorés dans la pratique.

Le problème de la défense antimissile (traité ABM) est un parfait exemple de la puissante influence destructrice des démarches unilatérales dans le domaine de la construction militaire à l'encontre des intérêts légitimes d'autres Etats. Nos propositions de travail conjoint concernant la défense antimissile ont été rejetées. En échange, il nous a été suggéré d'adhérer à la mise en place d'un bouclier antimissile américain global, strictement selon les conditions de Washington qui, comme nous l'avons souligné et argumenté à plusieurs reprises, comporte des risques réels pour les forces nucléaires de dissuasion russes.

Toute action sapant la stabilité stratégique entraîne forcément des mesures de rétorsion et nuit ainsi à long terme au système global d'accords internationaux relatifs au contrôle des armements, dont la survie dépend directement du facteur de la défense antimissile.

Nous ne comprenons même pas pourquoi les Américains sont obsédés par la mise en place d'un bouclier antimissile global. Aspirent-ils à une domination militaire incontestable? Croient-ils en la possibilité de résoudre technologiquement des problèmes politiques? Quoi qu'il en soit, les menaces balistiques n'ont pas diminué, mais un sérieux facteur irritant est apparu dans l'espace euro-atlantique, et on mettra beaucoup de temps pour y remédier. Nous y sommes prêts. Un autre élément déstabilisant a été le refus des Etats-Unis et d'autres membres de l'OTAN de ratifier les accords d'adaptation du *Traité sur les forces conventionnelles en Europe* (FCE), ce qui a enterré cet accord.

Dans chaque situation complexe, qu'ils ont eux-mêmes provoquée, nos collègues américains ont cherché à faire porter le chapeau à la Russie. Prenons l'exemple de la récente reprise des discussions concernant le *Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire* (INF). Les spécialistes sont bien au courant des actions des Etats-Unis allant à l'encontre de l'esprit et de la lettre de ce document. Par exemple, dans le cadre de la création d'un bouclier antimissile global, Washington a déployé un programme à grande échelle de création de missiles cibles affichant des caractéristiques identiques ou similaires aux missiles terrestres interdits par le traité INF. Les drones d'attaque largement utilisés par les Etats-Unis tombent sous la définition des missiles de croisière de moyenne portée de ce traité. Ce dernier interdit les vecteurs d'antimissiles, qui seront prochainement déployés en Roumanie et en Pologne, parce qu'ils peuvent également servir à lancer des missiles de croisière de moyenne portée.

En refusant de reconnaître ces faits, nos collègues américains affirment la présence de réclamations «justifiées» envers la Russie concernant le traité INF, mais sans donner d'arguments concrets.

Compte tenu de ces faits et de bien d'autres facteurs, la tentative de vouloir réduire la crise actuelle aux événements de l'année écoulée revient, selon nous, à se soumettre à une dangereuse illusion.

Elle est, au contraire, le point culminant de la politique menée depuis un quart de siècle par nos collègues occidentaux visant à conserver par tous les moyens leur domination dans les affaires mondiales et à s'emparer de l'espace géopolitique européen. Il a été exigé des pays de la CEI – nos plus proches voisins qui ont avec nous des liens économiques, humanitaires, historiques, culturels et familiaux séculaires – de faire un choix: «avec l'Occident ou contre l'Occident». C'est la logique des jeux à somme nulle que tout le monde semblait vouloir laisser au passé.

Le partenariat stratégique entre l'Union européenne et la Russie n'a pas passé le test de résistance et a préféré un scénario de confrontation au développement des mécanismes pour une coopération mutuellement bénéfique. On se souvient de l'opportunité manquée de réaliser l'initiative avancée par la Chancelière *Angela Merkel,* en juin 2010 à Merseburg, pour la création d'un comité UE-Russie pour la politique étrangère et la sécurité au niveau des ministres des Affaires étrangères. La Russie avait soutenu cette idée mais l'UE l'avait rejetée. Or, un tel mécanisme de dialogue permanent, s'il avait été créé, aurait permis de régler de manière plus opérationnelle et plus efficacement les problèmes et remédier par anticipation aux préoccupations mutuelles.

Quant à l'Ukraine, malheureusement, à chaque nouvelle évolution de la crise nos collègues américains, et sous leur influence l'UE, ont entrepris des actions menant à l'escalade. Ce fut le cas quand l'UE a refusé d'évoquer avec la participation de la Russie les conséquences de l'adoption de la partie économique de l'accord d'association avec l'Ukraine, puis le coup d'Etat directement soutenu et les émeutes antigouvernementales qui précédèrent. Ce fut également le cas quand les partenaires occidentaux ont distribué coup sur coup des indulgences aux autorités de Kiev qui, au lieu de tenir leur promesse d'initier un dialogue national, ont lancé une vaste opération militaire, qualifiant de «terroristes» les citoyens opposés au changement de gouvernement anticonstitutionnel et à la débauche des ultranationalistes.

Il nous est très difficile d'expliquer pourquoi de nombreux collègues ukrainiens ne prennent pas conscience des principes universels de règlement de conflits intérieurs, impliquant avant tout un dialogue politique inclusif entre les protagonistes. Pourquoi dans les cas, par exemple, de l'Afghanistan, de la Libye, de l'Irak, du Yémen, du Mali et du Soudan du Sud nos partenaires appellent instamment les gouvernements à trouver un terrain d'entente avec l'opposition, les rebelles, et dans certains cas même avec les extrémistes, mais font l'inverse en ce qui concerne la crise ukrainienne, encourageant de facto l'opération militaire de Kiev, allant jusqu'à justifier ou tenter de justifier l'usage de bombes à sous-munitions.

Malheureusement, nos collègues occidentaux sont enclins à fermer les yeux sur tout ce qui est dit et fait par les autorités de Kiev, y compris les incitations à la xénophobie. Je me permettrai une citation: «Le social-nationalisme ukrainien considère que la nation ukrainienne est une communauté de race et de sang». Et encore: «La question de l'ukrainisation totale du futur Etat social-nationaliste sera réglée en trois à six mois grâce à une politique nationale ferme et pesée». L'auteur de ce texte est le député ukrainien *Andreï Biletski* – chef du régiment «Azov», qui participe activement aux opérations dans le Donbass. D'autres personnalités ukrainiennes arrivées en politique ont également prôné à plusieurs reprises le nettoyage ethnique de l'Ukraine, l'extermination des Russes et des Juifs, dont *Dmitri Iaroch, Oleg Tiagnibok* et le chef du Parti radical représenté au parlement ukrainien *Oleg Liachko.* Ces propos n'ont suscité aucune réaction de la part des capitales occidentales. Je ne pense pas que l'Europe d'aujourd'hui puisse se permettre d'ignorer le danger d'une expansion du virus néonazi.

La crise ukrainienne ne peut pas être réglée par la force militaire. Cela s'est confirmé l'été dernier, quand la situation sur le champ de bataille avait contraint les acteurs à signer les accords de Minsk. Et cela se confirme de nouveau aujourd'hui, quand s'enraye la nouvelle tentative de remporter une victoire militaire. Mais malgré cela, certains pays occidentaux appellent de plus en plus à renforcer le soutien de la ligne des autorités de Kiev visant à militariser la société et l'Etat, à «gonfler» l'Ukraine avec des armes meurtrières et à l'intégrer dans l'OTAN. Un espoir demeure tout de même, grâce à l'opposition grandissante à ces projets en Europe qui ne peuvent qu'aggraver la tragédie subie par le peuple ukrainien.

La Russie continuera de chercher à instaurer la paix. Nous prônons, depuis le début du conflit, la cessation des opérations, le retrait des armements lourds, le début de négociations directes entre Kiev, Donetsk et Lougansk sur des solutions concrètes pour recouvrer l'espace économique, social et politique commun dans le cadre de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. C'est précisément ce à quoi étaient consacrées les nombreuses initiatives de Vladimir Poutine dans le cadre du «format Normandie», qui ont permis d'initier le processus de Minsk. Nos efforts ont contribué à son développement, y compris les négociations d'hier au Kremlin entre les dirigeants de la Russie, de l'Allemagne et de la France. Comme vous le savez, ces négociations se poursuivent. Nous estimons qu'il est parfaitement possible de parvenir à un résultat et de convenir des recommandations qui permettront aux parties de dénouer réellement ce nœud conflictuel.

Il est important que tout le monde prenne conscience de la véritable ampleur des risques. Il est temps d'abandonner l'habitude de voir chaque problème séparément, sans essayer d'apercevoir «la forêt cachée derrière l'arbre». Il est temps d'apprécier la situation de manière générale. Le monde connaît aujourd'hui un grand tournant relatif au changement d'époques historiques. Les «douleurs de l'enfantement» d'un nouvel ordre mondial se manifestent à travers la hausse des tensions dans les relations internationales. Si, au lieu d'une vision stratégique globale, les décisions conjoncturelles des politiciens prenaient le dessus, en se retournant sur les récentes élections chez eux, cela engendrerait le risque d'une perte de contrôle des leviers de gestion globale.

Je rappelle qu'à l'étape initiale du conflit syrien, certains Occidentaux appelaient à ne pas exagérer la menace de l'extrémisme et du terrorisme, affirmant qu'elle se «solderait d'elle-même», que le plus important était un changement de gouvernement à Damas. Nous voyons le résultat. De vastes territoires au Moyen-Orient, en Afrique et dans la zone afghano-pakistanaise ne sont plus sous contrôle d'autorités légitimes. L'extrémisme se déverse sur d'autres régions, dont l'Europe. Les risques de prolifération des armes de destruction massive augmentent. La situation dans le conflit israélo-arabe et dans d'autres zones de conflits régionaux devient explosive. Aucune stratégie adéquate pour parer à ces défis n'a jusqu'à présent été élaborée.

On voudrait espérer que les pourparlers d'aujourd'hui et de demain à Munich nous rapprocheront de la compréhension du niveau auquel se trouvent les efforts pour la recherche de réponses collectives aux menaces générales pour tous. Le dialogue, si l'on compte sur un résultat sérieux, ne peut être qu'équitable, sans ultimatums ni menaces.

Nous restons persuadés que l'ensemble de ces problèmes serait bien plus facile à régler, si les plus grands acteurs convenaient des repères stratégiques de leurs relations. Récemment, la secrétaire perpétuelle de l'Académie française *Hélène Carrère-d'Encausse* a déclaré qu'il ne pouvait y avoir «de véritable Europe sans la Russie». Nous voudrions savoir, si nos partenaires partagent

Suite page 4

«Pour une nouvelle politique …»
suite de la page 2

tive», ils feraient mieux d'inviter les citoyens et citoyennes à entamer le dialogue sur un pied d'égalité sur les voies de sortie de la crise. Et plus encore: qu'ils s'ouvrent à l'idée que ce serait du baume politique et une perspective durable pour chaque pays européen et aussi pour l'Europe entière de s'ouvrir à l'idée de la démocratie directe et de reconnaître enfin les citoyens des pays comme vrais souverains.

Il en est de même pour les relations avec la Russie.

Il serait salutaire que nos politiciens écoutent les citoyennes et citoyens, et que les responsables politiques et ceux des médias respectent sérieusement les arguments avancés depuis des années du côté russe. Le ministre russe des Affaires étrangères, M. *Sergueï Lavrov,* l'a réitéré lors de la Conférence sur la sécurité de Munich (cf. article ci-dessus).

Que ne souhaiterait-on pas que la diabolisation de la Russie soit mise en question et s'arrête, que les sanctions économiques fatales pour tous les deux côtés s'arrêtent également. C'est réjouissant que des hommes politiques tel le Président français et la Chancelière allemande déclarent que la crise ukrainienne n'est pas à résoudre militairement et que des livraisons d'armes ne sont pas une option. C'est une lueur d'espoir que les présidents français, ukrainien et russe ainsi que la Chancelière allemande ont négocié et signé un accord exigeant un armistice dans l'est de l'Ukraine et contenant des déclarations de base importantes. Mais il serait aussi utile que des hommes politiques occidentaux s'empressent à effacer l'image négative de la Russie en contribuant à une présentation réaliste des évènements et contextes politiques dans nos médias.

Cette année, l'Europe fête le 70e anniversaire de la fin de la guerre. Les habitants de l'Europe ont toujours la mémoire et la conscience intactes à savoir qu'en Europe la paix est indispensable et que la condition sine qua non est l'entente des peuples et l'égalité des Etats et des peuples. Cela ne vaut pas seulement pour les relations avec la Grèce et la Russie mais aussi pour celles avec tous les pays. •

«Cessons de juger les Russes à l'aune de nos critères»

Interview d'Hélène Carrère d'Encausse, Secrétaire perpétuel de l'Académie française

Hélène Carrère (photo mad)

Le Figaro: Le président Hollande et la chancelière allemande rencontrent successivement le président Porochenko à Kiev et le président Poutine à Moscou. Que peut-on attendre de ces rencontres?

Hélène Carrère d'Encausse: François Hollande et *Angela Merkel* ont emprunté le seul chemin, celui d'une solution politique, qui peut permettre d'éviter le retour à un climat de guerre froide en Europe. Ils le font au moment où se pose la question de livraisons d'armes à l'Ukraine, ce qui serait infiniment dangereux et improductif. On a vu ce qu'a donné l'envoi d'armes lors du conflit en Syrie et de l'intervention en Libye: une dispersion des armes, incontrôlables, qui aboutissent dans tous les camps. Un envoi d'armes, notamment de la part des pays de l'OTAN, ne peut qu'aggraver les relations avec la Russie. Les Accords de Minsk peuvent être repris pour base de la recherche d'un compromis. Ils prévoyaient la libération de tous les prisonniers et des otages et, pour les séparatistes, devaient ouvrir la voie à un «statut spécial», à défaut d'un statut fédéral, pour les régions de Donetsk et Louhansk, où vit une importante population russe ou russophone. Ce statut, le gouvernement ukrainien refuse même d'en discuter. N'oublions pas que le feu a été allumé, en février 2014, lorsque le nouveau Parlement ukrainien, la Rada, a prétendu refuser aux Russophones des régions peuplées de Russes l'usage de leur langue. Cette décision souleva la Crimée et offrit à *Vladimir Poutine* la possibilité de s'en emparer.

Aujourd'hui, le président ukrainien, *Petro Porochenko,* continue de dire sa volonté d'intégrer l'OTAN, ce qui est pour Vladimir Poutine un véritable chiffon rouge. Il objecte à cela que, lorsque *Gorbatchev* a accepté la réunification de l'Allemagne en 1990 – aucune grande puissance ne l'y poussait –, il a obtenu l'engagement que l'OTAN n'avancerait pas dans le futur jusqu'aux frontières de son pays. L'Ukraine dans l'OTAN, cela signifie une longue frontière Russie-OTAN. L'Allemagne et la France soutiennent la position de Poutine.

Poutine peut-il camper longtemps sur une position qui nuit à l'économie de son pays (réduction du PIB, fuite des capitaux, baisse du prix du pétrole)?

Les sanctions économiques sont très gênantes pour la Russie, mais il y a pire. Le plus grave est la baisse du cours du pétrole organisée par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite. La Russie avait déjà dû faire face à une telle manœuvre en 1984 à la veille de l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev. Cette baisse de rentrées financières va peser sur l'économie russe, déjà au bord de la récession, et avant tout sur les classes moyennes, actives et éduquées, qui se sont développées ces dernières années et qui sont le pilier de la Russie moderne. Une remise en cause de leur mode de vie se répercutera sur la popularité de Poutine, voire le déstabilisera.

Autre risque, le mépris de l'Occident que les Russes ressentent heurte leur sentiment de fierté nationale. Et il peut pousser la Russie à se tourner davantage vers l'Asie. Pour l'Europe, cela aurait pour conséquence de l'écarter de l'Asie où se joue désormais la vie internationale, et à laquelle la Russie la relie. La Russie est le pont nécessaire entre Europe et Asie.

Poutine peut-il vraiment compter sur la Chine qui s'est abstenue au Conseil de sécurité lors du vote sur l'annexion de la Crimée par la Russie?

La Chine et la Russie ont beaucoup d'intérêts communs, notamment les alliances où ces deux pays sont engagés: l'*Organisation de coopération de Shanghai* (OCS), les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) dont la prochaine réunion, en marge du sommet du G20, se tiendra dans un an à Pékin et quelques autres situées en Asie. Les deux pays partagent également des complémentarités dans le domaine économique et des capacités à agir dans le monde. L'Extrême-Orient russe constitue un pont entre ces deux pays, où la vie des populations s'interpénètre, c'est donc une véritable plate-forme pour le développement de l'Eurasie.

Pourquoi Poutine ne profite-t-il pas de son influence historique au Moyen-Orient pour se rendre utile dans la lutte contre le terrorisme et renouer ainsi avec l'Occident?

Nous pourrions renverser la question: pourquoi l'Occident n'en appelle-t-il pas à la Russie sur le dossier du Moyen-Orient qu'il n'est pas capable de régler seul. Pourquoi l'Occident combat-il sur deux fronts à la fois, celui de l'Ukraine et celui du Moyen-Orient? Ne serait-il pas plus simple de lâcher la pression sur le dossier ukrainien en assurant que l'OTAN ne s'y étendra pas et demander à Poutine, alors rassuré, son aide au Moyen-Orient dans les dossiers syrien et iranien et contre l'extrémisme? Le président russe craint encore plus que nous l'islam radical. La Russie a à sa porte l'Afghanistan dont l'avenir, avec le retrait des forces militaires occidentales, est plus qu'inquiétant. En outre, le pays compte 20 millions de musulmans dans ses frontières, rassemblés dans de puissants petits Etats tels les Républiques tatare ou tchétchène qui ressentent leurs solidarités musulmanes. La contagion de l'extrémisme doit être envisagée.

Face aux enjeux du terrorisme que connaît actuellement la planète, il serait donc temps que l'Europe et les Etats-Unis aient une vision d'ensemble des crises présentes et établissent une hiérarchie. N'est-il pas plus urgent de freiner l'extrémisme, de rétablir la paix au Moyen-Orient que de vouloir réduire la place de la Russie en Europe?

En se rapprochant de la Grèce du nouveau Premier ministre Alexis Tsipras, Poutine cherche-t-il à déstabiliser l'Europe?

Cela est douteux. D'abord c'est *Alexis Tsipras* qui cherche à séduire Poutine. De plus la Grèce peut faire de l'agitation mais elle n'a pas vraiment de capacités de peser dans la crise actuelle. Poutine est un fin manœuvrier qui sait saisir les situations, il l'a montré en Crimée, mais il n'a aucun intérêt à pousser à l'explosion de l'euro, comme le souhaiteraient certains. Il sait d'ailleurs que son opinion ne le suivrait pas.

Qu'y a-t-il exactement dans la tête de Poutine? Veut-il créer une grande Russie, totalement opposée à l'Occident, et fondée sur la religion orthodoxe?

On présente Poutine en dictateur, chauvin, pétri d'idées extrêmes – eurasisme de *Douguine*[1] –, c'est excessif. Le président russe a fait des études supérieures, il est fasciné par l'histoire, surtout celle du passé russe décou-

Suite page 5

Hélène Carrère d'Encausse, née le 6 juillet 1929, est une historienne française, spécialiste de l'histoire de la Russie et de l'Union soviétique. Elue à l'Académie française en 1990, elle y occupe depuis 1999 le poste de Secrétaire perpétuel. Dans l'histoire de cette prestigieuse institution fondée en 1634, Hélène Carrère est la première femme à accéder à cette fonction dirigeante. De 1994 à 1999, elle a été membre du Parlement européen et vice-présidente de la *Commission des affaires étrangères, de la sécurité est de la politique de défense.* En 2011, elle a obtenu la distinction de grand-croix de la Légion d'honneur. Au cours des derniers 40 ans, elle a publié un grand nombre d'études et de biographies concernant l'histoire russe.

«La structure de stabilité …»
suite de la page 3

ce point de vue ou s'ils sont enclins à poursuivre la ligne visant à approfondir la division de l'espace paneuropéen et à confronter ses fragments. Veulent-ils créer une architecture de sécurité avec la Russie, sans la Russie ou contre la Russie? Bien évidemment, nos partenaires américains doivent également répondre à cette question.

Nous préconisons depuis longtemps la construction d'un espace économique et humanitaire commun de Lisbonne à Vladivostok, s'appuyant sur les principes d'une sécurité équitable et indivisible, qui engloberait aussi bien les membres des unions d'intégration que les pays se trouvant en dehors. La création de mécanismes d'interaction fiables entre l'*Union économique eurasiatique* (UEEA) et l'UE serait tout à fait pertinente. Nous saluons le soutien de cette idée par certains dirigeants européens responsables.

En cette année du 40e anniversaire de l'*Acte final d'Helsinki* et du 25e anniversaire de la *Charte de Paris,* la Russie appelle à mettre en œuvre ces textes, à empêcher la substitution des principes qui y sont fixés, à assurer la stabilité et la prospérité dans tout l'espace euro-atlantique sur la base d'une véritable équité, du respect mutuel et de la prise en compte des intérêts réciproques. Nous souhaitons bonne chance au «groupe de sages», constitué dans le cadre de l'OSCE, appelé à trouver un consensus sous forme de recommandations.

En commémorant le 70e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, il convient de se souvenir de la responsabilité pesant sur chacun de nous.

Merci de votre attention. •

Source: *www.mid.ru/bdomp/brp_4.nsf/7b52686a865d7fd943256999005bcbb4/fd918d417cbd569143257de7003d57bb!OpenDocument*

«Regime change» – les perpétuels échecs des Etats-Unis

par Albert A. Stahel, Institut für strategische Studien, Wädenswil

Albert Stahel (photo thk)

Selon l'orientation politique prédominante à la Maison Blanche – républicaine ou démocrate – il est devenu habituel que dans les administrations respectives, les néoconservateurs de droite ou les libéraux de gauche exigent régulièrement, dans le monde entier, la chute de dirigeants embarrassants et leur remplacement par des gouvernements démocratiques.

Ce «regime change» (changement de régime), propagé et promu par les Etats-Unis, a commencé en avril 1992 avec la chute du président afghan *Mohammed Najibullah,* qui a eu comme résultat non pas la démocratie afghane mais la guerre civile entre les différents partis moudjahidin. Une guerre qui déboucha sur la destruction de Kaboul et ensuite sur la prise du pouvoir par les Talibans qui finirent par assassiner Najibullah à Kaboul le 27 septembre 1996. D'autres «regime changes» se sont succédés selon le même modèle.

En décembre 2001, le régime taliban à Kaboul fut liquidé suite à la guerre aérienne des Etats-Unis et l'avancée de l'Alliance du Nord. Depuis lors, la guerre persévère sans relâche tandis qu'on assiste à une véritable éclosion de la culture et du trafic de drogues.

Le 5 octobre 2000 à Belgrade, le président serbe *Slobodan Milosevic* fut contraint, par des manifestations de masse, à démissionner. Aujourd'hui encore la Serbie demeure dans un état d'instabilité.

Le 9 avril 2003, *Saddam Hussein* fut renversé pendant l'agression et l'occupation de l'Irak par les Etats-Unis et la soi-disant coalition de bonnes volontés avant d'être exécuté, le 30 décembre 2006, par les nouveaux maîtres. Les conséquences de cet événement persistent jusqu'à nos jours: le démantèlement du régime de Saddam Hussein a rendu plus forte l'influence iranienne au sein de l'Irak aboutissant finalement à la création de l'EI en Irak occidental.

Le 23 novembre 2003 en Géorgie, *Edouard Chevardnadze* fut renversé par la révolution des roses. Son successeur suivit l'orientation politique des Etats-Unis; et en 2008, il déclara une guerre indirecte contre la Russie qui déboucha sur la division du pays.

Le 14 janvier 2011, le dictateur tunisien *Zine el-Abidine Ben Ali* fut expulsé par les manifestants et se réfugia en Arabie saoudite. Comme conséquence, les islamistes et les adhérents de *Ben Ali* se combattent toujours à la quête du pouvoir et la Tunisie continue à être considérée comme un Etat instable.

Le 11 février 2011, *Hosni Moubarak,* dirigeant de l'Egypte pendant de nombreuses années, fut renversé par des manifestations de masse. Suite à cet événement, *Mohamed Morsi,* Frère musulman, fut élu président mais renversé, lui aussi, le 3 juillet 2013, par un coup d'Etat militaire du maréchal *Abdel Fattah al-Sissi.* Ce dernier a été élu président en 2014, alors que ces forces de sécurité mènent une guerre d'usure contre les islamistes en Egypte et au Sinaï.

En mars 2011 en Syrie, encouragés par des organisations néoconservatrices américaines, turques et saoudiennes, des manifestations massives furent déclenchées contre le régime de *Bachar el-Assad*. Aujourd'hui, une guerre civile ravage la Syrie, dominée entre autres par les organisations salafistes telles l'EI et *Jabhat al Nosra*. Des millions d'êtres humains ne cessent de s'enfuir de ce pays détruit.

Soutenues par la guerre aérienne des Etats-Unis, du Royaume Uni et de la France, les milices libyennes se sont emparées du pouvoir et ont, le 20 octobre 2011, castré le dirigeant libyen *Khadafi* sur le capot d'une voiture avant de le tuer. Aujourd'hui, la Libye passe pour un Etat décomposé où fait rage une guerre civile brutale.

Le 22 février 2014, en Ukraine, *Victor Ianoukovitch,* le président élu, fut destitué par le Parlement suite à des manifestations de grande envergure à Kiev; il s'est réfugié en Russie. Le président russe *Vladimir Poutine* a profité de la déstabilisation de l'Ukraine pour annexer la Crimée. Dorénavant, dans l'est de l'Ukraine, les séparatistes se battent contre les milices et l'armée de Kiev. L'Ukraine est divisée en deux parties.

Ces divers exemples amènent à la conclusion que la politique américaine du «regime change» n'a mené à la démocratie dans aucun pays. Tout au contraire: aujourd'hui, les guerres civiles et le chaos prédominent dans la quasi-totalité de ces Etats.

Les Etats-Unis auraient mieux fait d'investir les fonds utilisés pour ces interventions dans la résolution de leurs propres problèmes pour assainir leurs infrastructures délabrées, leurs mauvais systèmes de formation et de santé et le système de pensions mal en point. •

Source: Institut für Strategische Studien, *www.strategische-studien.com* du 17/1/15

(Traduction *Horizons et débats*)

L'importance de la souveraineté étatique dans la question énergétique

par Thomas Kaiser

Un progrès important dans l'histoire moderne fut la formation des Etats nationaux. Depuis la Paix de Westphalie en 1648, on sait que l'exigence de la non-ingérence dans les territoires étrangers a décisivement contribué à la naissance de la souveraineté étatique et au développement autonome de territoires bien définis. Ceci a finalement offert un cadre pour réfréner la convoitise d'autres Etats. Suivant cette logique, la Confédération suisse devint indépendante du Saint-Empire romain germanique, ce qui lui a permis de se développer de manière autonome vers un Etat fédéral et de créer les conditions pour devenir une démocratie directe et un Etat fédéraliste.

A cette époque, les peuples européens, respectivement leurs seigneurs, avaient tiré leur leçon du terrible carnage de la Guerre de trente ans. Plus d'un tiers de la population avait péri suite aux maladies, à la famine, aux meurtres et assassinats. Les êtres humains voulaient en finir.

Les connaissances apportées par le siècle des Lumières et la revendication de structures étatiques indépendantes avec un peuple et un territoire dotés d'une Constitution ont posé le fondement des Etats nationaux actuels et de la démocratie en tant que forme étatique.

Pourtant cette évolution n'a malheureusement pas garanti la paix éternelle, dont rêvaient les êtres humains. Certes, l'Etat-nation souverain offre une certaine protection contre les convoitises d'autres nations, cependant cette souveraineté doit être protégée activement contre toutes les attaques venant de l'extérieur. Pour cela, il faut tout d'abord un gouvernement national qui préserve et défend résolument la souveraineté et il va de soi qu'une armée persuasive et opérationnelle est également indispensable. Même si la Suisse en tant qu'Etat neutre a pu prendre un rôle particulier vis-à-vis des autres Etats, même des petits Etats, cela seul ne la protège nullement contre les aspirations des puissants de ce monde de la façonner comme ils l'entendent. Ici, on n'a plus tout de suite recours à la force militaire, les choses se passent plus subtilement, de manière moins spectaculaire, tant que le succès des puissants sera garanti.

Cette toute petite centrale hydroélectrique approvisionne 70 ménages en électricité. (photo thk)

Outre une bonne défense militaire en tant qu'ultime raison, un Etat a également besoin d'une agriculture performante qui ne soit pas orientée vers l'exportation mais vers l'approvisionnement de la population et capable en temps de crises de survire sans importation. Car il n'y a rien de plus facile que d'affamer un pays pour le rendre docile. L'argument du Conseil fédéral suisse selon lequel la sécurité alimentaire serait garantie par un système mondial de libre circulation des produits agraires est naïf et fait fi des expériences historiques.

Lors de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, lors de la crise du Canal de Suez ou aussi lors de la Guerre du Kippour la Suisse a fait l'expérience à quel point l'approvisionnement énergétique indépendant est essentiel. Pendant la Seconde Guerre mondiale, on a dû faire des concessions amères pour se procurer du charbon quand nécessaire. Avec un hiver rigoureux sans matériel de chauffage, on imagine ce que cela aurait signifié pour la population.

C'est pourquoi, dans les années 50, la Suisse a commencé à envisager plus intensivement la production d'énergie électrique. Là où la technique permettait d'être en harmonie avec la nature, on commença à construire des centrales hydroélectriques pour augmenter le degré d'approvisionnement en électricité. Ainsi, la Suisse pouvait générer dans son propre pays une partie importante de sa production énergétique. Le pays doit préserver cette autonomie. Cependant, l'UE essaie avec des accords sur l'énergie de rendre les pays plus dépendants les uns des autres et de les démunir en partie de leur souveraineté. Avec des importations d'électricité à prix cassés, elle affaiblit la production énergétique suisse. Dans un marché libre, les petites centrales mais également les grandes auront trop peu de réserves financières pour survivre face aux multinationales énergétiques de l'UE si nous ne les protégeons pas en leur accordant des subventions. Sans garantie de l'Etat le secteur énergétique se trouvera en difficultés. Car dans un marché de l'électricité ouvert et global les grands prestataires vont tout faire pour engloutir les petits. Vu les prix continuellement poussés à la baisse, la construction de nouvelles centrales n'est plus profitable. Mais la préservation de l'autonomie en approvisionnement énergétique doit devenir une de nos priorités nationales. Si nous considérons la question énergétique sans prendre en compte la souveraineté de l'Etat, cela pourrait avoir des conséquences fatales pour l'avenir. •

«Une contribution importante pour notre approvisionnement en électricité et l'indépendance du pays»

L'importance des petites centrales hydroélectriques

Interview du conseiller national Jakob Büchler, président du «Interessenverband Schweizerischer Kleinkraftwerk-Besitzer» (ISKB)

Jakob Büchler (photo mad)

Le conseiller national Jakob Büchler est le président de l'association «Interessenverband Schweizerischer Kleinkraftwerk-Besitzer» (ISKB) dont la section romande s'appelle «Association des usiniers romands» (ADUR). Cette association a été fondée en Suisse alémanique en 1982, et sept ans plus tard en Suisse romande. Le but déclaré de l'ISKB est de travailler ensemble au-delà des barrières linguistiques. On trouve donc deux représentants romands au comité. Avec 1200 membres l'ISKB n'est pas une petite association et on est impressionné par le rendement annuel d'électricité. Ensemble, ils ont un rendement supérieur à la centrale nucléaire de Mühleberg qui n'est certainement pas petite. Il est d'autant plus incompréhensible, qu'avec la «Stratégie énergétique 2050», on veuille réduire le soutien étatique à ce segment. Le Parlement suisse a la possibilité d'empêcher cela. Dans l'interview ci-dessous, le président de l'ISKB, le conseiller national Jakob Büchler, explique l'importance des petites centrales hydroélectriques pour notre paysage énergétique et les difficultés que rencontrent leurs propriétaires.

Horizons et débats: Depuis quand y a-t-il de petites centrales hydroélectriques en Suisse?
Jakob Büchler: Déjà depuis des siècles. Autrefois elles servaient de propulseur mécanique pour les moulins, les scieries et les filatures et au début du XXe siècle, on les a de plus en plus électrifiées. A cette époque, il y avait encore plus de 7000 petites centrales hydroélectriques en Suisse. Avec l'aménagement du réseau électrique et la construction de grandes centrales électriques les petites centrales disparurent de plus en plus. Ce n'est qu'au milieu des années 1980 que cette tendance a pu être stoppée – dès lors leur nombre augmente lentement. Actuellement, il y en a environ 1200 en Suisse.

On ne les remarque que rarement dans le paysage.
Oui, elles sont majoritairement construites pour n'être que très peu visibles dans le paysage. En randonnées dans le Toggenburg de Wildhaus à Wil, on passe près de nombreuses centrales qui produisent fiablement du courant tout en respectant l'environnement, ce qui contredit totalement le reproche que l'environnement souffre de ces centrales.

Quelles sont les exigences des associations pour la protection de l'environnement?
Il s'agit de la quantité d'eau restante et de la possibilité de passage pour les poissons dans les deux directions. Aujourd'hui, on ne peut plus endiguer le ruisseau sans prévoir un passage pour les poissons. Nous devons respecter cela. Si nous ne le faisons pas, nous n'avancerons pas.

Quelles sont les spécificités des petites centrales hydroélectriques?
Elles produisent du courant de manière décentralisée, c'est-à-dire qu'on peut amener le courant directement chez le consommateur sans avoir à construire de grands réseaux de distribution. C'est tout à fait sensé. Lorsque nous avons une usine à proximité et que nous pouvons directement l'alimenter en électricité c'est ce qu'il y a de mieux. Le slogan «de la région pour la région» est tout à fait approprié. Cela est valable aussi pour la production du courant électrique. Et nous avons bien sûr un moindre risque de concentration.

Comment comprendre cela sans être du métier?
Nos centrales nucléaires sont importantes. Elles produisent beaucoup d'électricité mais elles comportent un certain risque. Nos petites centrales hydroélectriques sont décentralisées et le courant est utilisé là où il est produit, c'est notre avantage et chez nous il n'y a pas de déchets à stocker.

Dans quelles eaux les petites centrales hydroélectriques peuvent-elles avoir du succès?
On planifie les centrales hydroélectriques là où il y a assez d'eau toute l'année et où il y a une certaine dénivellation. La turbine travaille sans problèmes avec divers débits. Il faut un certain débit de base pour faire tourner la turbine. Pour nous, il y a une limite inférieure, nous ne voulons pas endiguer chaque petit ruisseau et y poser une roue hydraulique pour produire un peu de courant. Il faut une certaine quantité d'eau. Certainement à partir de 300 kW et en dessous seulement si certaines conditions sont remplies. Mais le cours d'eau concerné doit y être approprié.

Quelle est l'importance des petites centrales hydroélectrique dans la Stratégie énergétique 2050?
Pendant le débat au Parlement, il y a eu un combat entre les diverses énergies renouvelables. Il y a bien l'organisation AEE SUISSE, l'«Organisation faîtière de l'économie pour les énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique», l'ISKB en est également membre. Cependant, si l'on regarde la statistique, nous constatons que l'importance de l'énergie des petites centrales hydroélectriques est largement plus grande comparée à l'énergie solaire, l'énergie éolienne ou le biogaz. Les centrales de biomasse ont souvent un problème avec le ravitaillement de leurs substrats. L'énergie éolienne n'est pas fiable non plus. S'il n'y a pas de vent, rien ne va.

Jusqu'à quel point la Stratégie énergétique 2050 tient-elle compte des petites centrales hydroélectriques?

Suite page 6

«Cessons de juger les Russes …»
suite de la page 4

verte après la chute en 1991 de l'URSS. Poutine est avant tout un patriote fervent. Il veut que son pays qui a une très grande histoire et une très grande culture soit reconnu comme tel, ce n'est pas toujours le cas.

Il n'est pas foncièrement antioccidental. Simplement il demande si pour moderniser un pays il faut copier exactement l'Occident. Pour les Russes, c'est un très ancien débat. Il a divisé au XIXe siècle les occidentalistes et les slavophiles qui n'étaient ni des «fascistes», ni des apprentis dictateurs, mais de très grands intellectuels. Il revendique dans la marche à la modernité le droit de prendre en compte la culture russe; et la religion y a sa place. Elle lui paraît d'autant plus nécessaire que l'Eglise orthodoxe, longtemps persécutée, a participé à la renaissance de la Russie et de la conscience collective dans les années 1980. Si nous cessons de les juger à l'aune de nos seuls critères, cela aidera à rétablir une solidarité et un climat pacifié en Europe, et permettra de sauver l'unité de l'Ukraine, ce qui est indispensable. •

Source: *Le Figaro* du 6/2/15,
© *Marie-Laetitia Bonavita*

[1] L'eurasisme est une doctrine géopolitique d'abord élaborée en 1920 par des intellectuels russes de l'émigration. Ils considéraient l'ensemble formé par la Russie et ses voisins proches comme une «entité continentale» opposée à l'Occident. *Alexandre Douguine* est un représentant du néo-eurasisme. En 2003, il a fondé le Mouvement international eurasiatique. (ndt.)

«Une contribution importante …»
suite de la page 5

Le Conseil national en tant que Conseil prioritaire a accepté la *Rétribution à prix coûtant du courant injecté* (RPC) pour les nouvelles installations et pour les installations existantes, il y a des contributions aux coûts de l'investissement. Tous ceux qui ont des installations renouvelables veulent la RPC. Dans l'article 19, on n'a décidé une augmentation de la RPC pour des installations qu'à partir de 1000 kW. Des installations plus petites ne seront soutenues que sous certaines conditions. Ces installations représentent environ 25%. On s'est rué sans raison sur les petites centrales hydroélectriques pour procéder à des réductions des contributions.

Pourquoi?
La raison est que les associations de l'environnement et les protecteurs du paysage craignent qu'avec ces subventions les derniers cours d'eaux libres soient détruits et que leur renaturation soit ralentie.

Ces réflexions sont-elles compréhensibles?
La crainte est compréhensible, mais la réalité est tout autre. On a bien fait de nombreux projets sur des cours d'eau éloignés de la civilisation mais les subventions actuelles ne suffiront jamais pour que ces toutes petites installations puissent être construites dans de tels endroits intacts. Les toutes petites installations ne peuvent être exploitées que là où il y a déjà des constructions qui peuvent être reconverties.

Y a-t-il une raison pour laquelle la Confédération ne désire pas continuer à soutenir les petites centrales hydroélectriques? L'énergie hydraulique correspond à notre topographie, à notre tradition et à notre développement industriel.
Oui, c'est juste. Il faut faire la remarque suivante: la stratégie énergétique est un énorme paquet. L'économie est en général contre la Stratégie énergétique 2050, les cantons ne sont pas non plus satisfaits.

Pourquoi?
C'est en rapport avec le fait que les grandes centrales hydroélectriques sont l'affaire des cantons. Il y a un combat de distribution entre les diverses énergies renouvelables et malheureusement aussi entre les grandes et les petites centrales hydroélectriques. Les grandes centrales hydroélectriques, par exemple Linth-Limmern, veulent également des contributions aux investissements pour la construction, et pouvoir profiter du grand pot de la Confédération. On ne peut pas leur en vouloir. C'est le résultat de la lutte pour la répartition des moyens financiers entre d'une part l'énergie éolienne, l'énergie solaire, la biomasse et tout ce qui peut encore exister et d'autre part l'énergie hydraulique. Il est également controversé que nous ayons augmenté la RPC de 1,5 à 2,3 centimes. Il va falloir organiser une votation populaire à ce sujet. Sommes-nous prêts à payer davantage pour le courant? En tant que consommateurs, nous payerons l'augmentation de la RPC à la Confédération qui à son tour distribuera l'argent de ce grand pot.

Comment est-on arrivé à cette RPC?
Il y a de grandes branches industrielles qui ont leurs propres centrales et produisent et consomment leur propre courant. Plus tard, on a dévié la production d'énergie pour pouvoir injecter ce courant dans le réseau. Alors le lobby de l'électricité s'est prononcé: tu peux bien me livrer du courant, mais nous ne te le payerons pas. Alors la Confédération a introduit la rétribution à prix coûtant du courant injecté, une garantie de vente. C'est en partie allé jusqu'au point que les grandes centrales électriques ont dit, c'est bien beau cette production de courant, mais nous n'en avons pas besoin. Voilà les dessous de cette lutte de répartition.

Pourquoi n'avons-nous pas besoin de ce courant?
La production de courant électrique en Europe est immense. On produit énormément de courant. La conseillère fédérale *Doris Leuthard* a dit qu'elle recevait assez de courant électrique, qu'elle a l'embarras du choix et qu'elle pouvait choisir le courant qu'elle désirait.

Mais c'est du courant qui vient de l'étranger?

Cette petite centrale hydroélectrique approvisionne 1300 ménages en électricité. (photo thk)

Oui, quand nous consommons du courant de l'étranger, nous ne savons pas exactement comment il a été produit, peut-être par des centrales de lignite très polluantes. Ou bien est-ce même de l'énergie nucléaire? Ce n'est pas honnête, nous arrêtons nos centrales nucléaires et consommons de l'énergie de centrales nucléaires étrangères. On ne peut pas procéder de cette manière.

On peut déduire, de vos explications que vous n'êtes pas non plus heureux de la Stratégie énergétique 2050.
J'ai mes réserves concernant ce modèle. *Doris Leuthard* a avancé un peu trop vite à mon goût. Derrière nous, il y a l'initiative populaire fédérale «Sortir du nucléaire». Elle sera soumise au vote populaire l'année prochaine. Elle demande que toutes les centrales nucléaires soient arrêtées deux ans après l'acceptation de l'initiative populaire; les centrales nucléaires les plus récentes 45 ans après leur mise en service.

Qu'est-ce que cela signifie?
Si l'initiative est acceptée, la dernière centrale nucléaire devra être arrêtée en 2029. C'est une coupure très dure. Si l'initiative passe nous aurions un vrai problème. Je crois en la recherche et la technique et que ces prochaines années nous développerons des techniques et des voies nouvelles, mais nous ne supporterons pas un tel remède de cheval. Si, à la fin, nous n'avons plus d'énergie nucléaire en Suisse sans pouvoir la remplacer, nous serons totalement dépendants de l'étranger.

J'aimerais m'attarder sur ce point de la dépendance. Les petites centrales hydroélectriques, mais aussi les toutes petites centrales hydroélectriques participent de façon importante à l'autosuffisance en énergie électrique. Le fait qu'il y ait momentanément beaucoup d'énergie électrique sur le marché pourrait nous amener à dire, à quoi bon, prenons le courant étranger. Ce serait désastreux. Ne devons-nous pas soutenir tout ce qui nous apporte une réelle sécurité énergétique pour le pays?
Absolument. Nous devons être, autant que possible, autonome pour le ravitaillement en énergie. Nous n'y arriverons ni dans le domaine du pétrole, ni dans le domaine du gaz naturel, mais pour le courant électrique nous devrions tout faire pour y arriver. La Suisse est un château d'eau, c'est également connu en Europe … L'énergie hydraulique est une énergie absolument propre. Ce serait paradoxal d'abandonner maintenant l'énergie hydraulique. Cela reviendrait à ne pas voir plus loin que le bout de son nez, c'est inadmissible.

Le courant électrique produit à bon prix à l'étranger représente une attaque contre notre souveraineté énergétique. Si le courant est si bon marché à l'étranger, nous ne pouvons plus construire de nouvelles installations en Suisse, parce qu'elles ne seront pas rentables et personne veut construire une centrale hydroélectrique pour se trouver ensuite dans les chiffres rouges. Ne serait-il pas nécessaire de protéger le ravitaillement en énergie indigène notamment au niveau politique?
Dans la situation actuelle, ce sera difficile de trouver du soutien pour soutenir l'énergie hydraulique avec de gros moyens financiers. Nous avons un excédent de courant. Les exploitants de grandes installations, comme celle de Linth-Limmern, qui ont investi 1,5 milliard dans ce projet doivent lutter dur depuis l'effondrement des prix du courant, car ils ne sont plus dans les chiffres noirs. C'est un désastre. On peut le comparer à un paysan qui a agrandi son écurie pour pouvoir fortement augmenter le nombre de vaches et voilà que le prix du lait chute à 50 centimes. C'est une catastrophe. Il s'est fortement endetté et ne peut plus gagner assez d'argent. Actuellement, nous ne pouvons plus produire de courant à des prix couvrant les coûts. Voilà notre problème. Lorsqu'on a commencé à construire Linth-Limmern personne n'a imaginé que le prix du courant chuterait à tel point. Il y a un an, on s'attendait tout aussi peu que le prix du pétrole chuterait aussi bas. Un autre exemple est l'euro et le dollar. Ce sont des stratégies qui sont liées au contexte mondial. On produit énormément de courant. De nombreuses personnes ont vu une possibilité de gagner de l'argent. Chez les paysans, nous avons introduit des contingents pour le lait, c'est bien sûr difficile pour le courant. Nous ne devons en aucun cas faire la faute de nous appuyer sur des importations bon marché. Les conséquences seraient désastreuses. Il est sûr et certain que les temps changeront à nouveau.

Quelles sont actuellement les possibilités d'agir au niveau politique?
J'espère que le Conseil des Etats apportera encore quelques corrections. Je ne suis pas content dans le domaine des petites centrales hydroélectriques. Qu'on ne veuille plus soutenir les centrales de 300 kW, mais uniquement les plus grandes est erroné. Nos centrales hydroélectriques existent depuis des décennies, nous avons produit du courant de façon continuelle et fiable, nous l'avons injecté dans le réseau parce qu'il était utilisé dans la région et nous avons toujours ménagé l'environnement.

Les protecteurs de l'environnement devraient aussi le reconnaître?
Oui bien sûr, mais pour chaque nouveau projet, nous avons des discussions avec les associations environnementales. Nous nous trouvons justement en ce moment face à un tel projet. C'est chaque fois un combat pour pouvoir installer une telle centrale. Ce n'est vraiment pas simple.

Pensent-ils qu'on ne respecte pas encore assez l'environnement?
On peut refuser d'emblée ce reproche. L'amélioration écologique des cours d'eaux est pour nous toujours une exigence importante: nous tenons compte du passage des poissons, cela doit être assuré. Nous planifions aussi suffisamment d'eau restante pour que les ruisseaux ne s'assèchent pas. Nous faisons scrupuleusement attention de répondre à toutes les exigences pour qu'il n'y ait pas des retards supplémentaires.

Y a-t-il encore des endroits pour construire des petites centrales hydroélectriques?
Nous avons déjà occupé de nombreux bons endroits avec des petites centrales. Néanmoins, je m'oppose strictement à une loi interdisant l'aménagement futur d'autres emplacements. Il ne s'agit absolument pas d'endiguer chaque petit ruisseau, mais là où c'est sensé, nous devons avoir la possibilité de construire des petites centrales hydroélectriques.

Qui sont les exploitants de petites centrales?
Beaucoup de ces ouvrages sont depuis des générations des propriétés familiales. Depuis des décennies on s'engage de tout cœur pour cette propriété, on y investit un grand nombre d'heures sans aucune rémunération. On donne tout pour le maintien de cette tradition. L'ouvrage a été construit par le grand-père, a passé du père au fils et sera transmis plus tard au petit-fils et cela doit continuer. Ils savent qu'ils participent ainsi de façon importante à notre approvisionnement en courant électrique et au maintien de notre souveraineté étatique, car si nous continuons à nous rendre dépendants de l'étranger pour les questions énergétiques, nous serons soumis au chantage en situation d'urgence.

C'est ce qu'il faut éviter à tout prix.
Oui, certainement. S'y ajoute encore que certaines centrales de l'ISKB ne produisent guère d'excédents. Les propriétaires ne s'enrichissent pas mais ils contribuent au bien commun. Ils ont fait un hobby de leur métier. Faut-il les punir pour cela? Les investissements pour une petite centrale hydroélectrique qui est toujours sous contrôle sont assez conséquents. Il faut une nouvelle roue hydraulique ou des adaptations et réparations dans le domaine de l'alimentation du réseau. Ce sont des investissements assez élevés. Il est évident que les exploitants des petites centrales doivent aussi pouvoir gagner quelque chose. Les coûts sont quand-même calculables car ces centrales ont une longue durée de vie. S'y ajoute que la technologie de ces centrales est bien éprouvée. Concernant l'énergie éolienne, nous n'avons par contre que très peu d'expériences et le vent est souvent très instable. Subjectivement on a l'impression que le vent souffle, mais pour l'exploitation d'une éolienne ayant une certaine capacité, il n'y a pas beaucoup d'endroits dans le pays. Concernant la force hydraulique, cela est tout différent. Les propriétaires de petites centrales hydroélectriques ne deviennent pas millionnaires, mais ils contribuent de tout cœur et avec conviction à la production de courant électrique et s'engagent ainsi pour l'autonomie et l'indépendance de notre pays.

Monsieur le Conseiller national, je vous remercie pour cet entretien. •

(Interview réalisée par *Thomas Kaiser*)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2015 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Le château d'eau du Valais est en danger

L'approvisionnement en électricité est un bien collectif – il faut en prendre soin (partie 1)

par Werner Wüthrich, docteur ès sciences politiques

L'eau et les droits d'eau ont toujours joué un rôle important en Valais. En se promenant en Valais, on rencontre immanquablement les bisses en de nombreux endroits. Ces canaux d'irrigation, construits avec beaucoup de soins, ont permis à la population d'habiter sur les terrasses surplombant les vallées, riches au rayonnement solaire mais pauvres en eau, et d'y mener des activités lucratives. Les bisses apportent l'eau de sources très éloignées le long de pentes abruptes. Ils disparaissent dans des tunnels et sont parfois suspendus à des parois verticales afin d'amener l'eau là où nécessaire. Naturellement l'agriculture est touchée par la sécheresse, du fait que les sommets élevés retiennent les nuages de pluie. Il pleut plus souvent dans les montagnes et les glaciers recueillent d'énormes quantités d'eau, alors que dans les vallées, il faut en user à bon escient et veiller à bien la répartir.

Les bisses s'étendent dans le paysage comme les veines dans le corps humain. Finalement, les «Rüüsä» mènent l'eau des bisses jusque dans les prairies. Les «schrapfjini» répartissent cette eau précieuse au travers de nombreux petits canaux sur les terres arables. Ce système d'irrigation, qui remonte à la nuit des temps, est toujours d'actualité et devrait même être protégé en tant que patrimoine mondial de l'UNESCO.

Les bisses sont une œuvre commune de la population. Au printemps, il faut remettre en état les dégâts causés par l'hiver. Les habitants se rassemblent pour ce travail jadis souvent dangereux. Les droits d'eau sont définis dans les communes selon le modèle coopératif. Chacun sait combien d'eau il peut déverser sur ses terres et quand cela peut avoir lieu. Un tribunal arbitral se charge de régler les conflits. De nos jours, tout a été simplifié et sécurisé grâce aux nouveaux matériaux, aux conduites modernes et aux techniques actuelles. Nombreux sont les bisses anciens encore en activité, menant quotidiennement l'eau dans les champs et les pâturages. Elles furent et restent des poumons pour les villages de montagne du Valais.

L'énergie hydraulique rend la Suisse plus indépendante

Il y a environ un siècle, l'eau avait une importance particulière en Valais. La révolution industrielle avait fortement modifié l'aspect de la Suisse au XIXe siècle. Il fallait résoudre le problème de l'énergie. Les fabriques travaillaient essentiellement avec du charbon qu'il fallait importer à 100%. Au cours des Première et Seconde Guerres mondiales, on reconnut les risques d'une telle dépendance. L'électricité pouvait remplacer le charbon, et plus tard également, en partie, le pétrole. Elle était obtenue par des turbines activées par l'énergie hydraulique. Les chemins de fer utilisaient aussi le charbon et il était judicieux de passer à l'électricité. C'est ce que décidèrent les Chemins de fer fédéraux suisses en 1917. La ligne du Gothard fut la première à bénéficier de cette décision. En 1939, la Suisse présenta avec fierté, à l'Exposition nationale, la plus puissante locomotive électrique du monde, capable de tirer 11 wagons chargés malgré les montées et les virages du Gothard. De nombreuses entreprises industrielles adoptèrent l'électricité. Cette électrification des chemins de fer, de l'industrie et des ménages devint une tâche majeure nationale et fut le point de départ d'une industrialisation remarquable. Dès la fin du XIXe siècle les premières centrales hydroélectriques fluviales furent érigées. Puis suivirent les premiers barrages pour retenir l'eau des glaciers. Ce développement atteignit son apogée dans les années 1950 et 1960 avec la construction de plusieurs grands barrages.

Prenons la construction du barrage de la Grande Dixence comme exemple. *Hans Wyer,* ancien conseiller d'Etat du canton du Valais et président du PDC suisse, décédé récemment, a publié en 2008 un ouvrage important intitulé «Utilisation de la force hydraulique en Valais». Il y décrit en détail les événements de l'époque.

La Grande Dixence, le projet du siècle

Les travaux commencèrent en 1950 dans la Vallée des Dix. Le projet était audacieux et la conception avait une allure visionnaire, dépassant tant du point de vue de la grandeur que du coût tout ce qui s'était fait jusqu'alors. Le mur du barrage est d'une hauteur de 285 mètres – jusqu à peu, le plus haut barrage du monde – avec à sa base une épaisseur de 200 mètres. Le barrage récolte l'eau venant de 35 glaciers et de nombreux affluents. 80 recueils d'eau et 100 kilomètres de galeries recueillent l'eau venant de régions lointaines, comme par exemple de Zermatt, et la guident vers le lac artificiel. En 1960, après dix ans de travaux, le barrage était terminé. Il fallut encore cinq années pour que la production d'électricité puisse travailler à plein régime. L'ensemble fut rénové et agrandi au cours des dernières années ce qui permit de doubler la production d'électricité.

Environ 3000 personnes ont participé à ce projet, travaillant souvent dans des conditions très difficiles. Mais ce fut une grande aventure. Parfois il faisait froid et le temps était tempétueux. Les ouvriers et les ingénieurs souffraient également de l'altitude. Au début on travaillait presque dans des conditions de guerre. Toutefois les conditions de travail s'améliorèrent rapidement. A la fin des années cinquante, le temps de travail des équipes fut réduit à 8 heures et en fin de semaine on ne travaillait plus. Dans la vallée fut installé un village de baraques pour les collaborateurs avec un magasin, un restaurant, un kiosque, un cinéma et un terrain de sport pour des matchs de football contre les équipes des villages avoisinants. Pendant leurs temps libres, les ouvriers pouvaient profiter des sociétés de gymnastique ou de chant. Une filiale bancaire leur permettait de transférer leur salaire à leurs familles, notamment vers l'Italie. On veilla à ce que la vie de tous les jours se développe aussi bien que possible, ce qui fut le cas selon les récits de témoins de l'époque.

Voici deux extraits de l'ouvrage de Hans Wyer mentionné plus haut:

- «Le besoin de gagner décide les petits paysans montagnards et des ouvriers venus de tous les horizons à vivre des années dans le monde étrange et hostile des déserts alpins pour fouiller la roche, creuser des tunnels, des puits blindés, des cavernes qui seront des usines. Ils risquent leur santé, quelquefois leur vie – les tragédies mortelles sont, hélas! nombreuses.» (p. 127)
- «Les petits paysans de la montagne considèrent comme une aubaine la venue de ces grands qui mettent à leur portée les occasions de gains inespérées. Ils s'y pressent puisqu'ils peuvent le faire sans déserter leur village et abandonner leur train de campagne. L'étau de pauvreté qui a jusque-là conditionné leur existence se desserre.» (p. 127)

Ces descriptions correspondent à ce qui se passait dans de nombreux chantiers dans les Alpes réalisant des projets semblables. On construisit alors de nombreux barrages, car la Suisse s'efforçait de renoncer le plus vite possible au charbon comme fournisseur d'énergie, notamment du fait que pendant la Seconde Guerre mondiale, elle s'était trouvée dans une dépendance dangereuse de l'Allemagne nazie. Mais la Grande Dixence resta de loin le projet le plus grand. Le 30 août 1965 fut une journée catastrophique pour la Suisse. Plusieurs centaines d'ouvriers travaillaient dans la vallée de Saas au barrage de Mattmark – pas loin de la Grande Dixence – quand tout à coup une avalanche (de glace,) venant du glacier de l'Allalin, ensevelit 88 ouvriers sous un demi-million de mètres cubes de glace. Un mémorial rappelle ce qui fut la pire catastrophe lors de travaux consacrés aux tunnels et aux centrales électriques dans les Alpes.

Aujourd'hui, on s'efforce de plus en plus de traiter la nature avec soin. En Valais, les représentants des associations écologiques, du département cantonal de l'Energie et les sociétés de production d'électricité se retrouvent autour d'une table pour trouver ensemble des solutions au problème des eaux résiduelles. Les cours d'eau asséchés ou n'ayant plus que peu d'eau feront bientôt partie du passé. (*Walliser Bote* du 6/6/13). Il y quelques temps, la *Société d'électricité du canton du Valais* a fait savoir que le cours supérieur du Rhône devait être doté d'une centrale électrique au fil de l'eau. Selon le projet, l'eau doit provenir en partie du cours d'eau près de Gletsch en-dessous du glacier du Rhône et être dirigée par une chute de 280 mètres vers Oberwald. Les conduites, les turbines et la centrale seront toutes construites sous terre. Cet ouvrage produira de l'électricité pour 9000 ménages, ce qui représente un dixième de la production de la Grande Dixence. – Mais ce n'est qu'un aspect. Car dans un même temps le Rhône, encore fortement aménagé, sera renaturé. Il s'agit de lui redonner dans la grande zone alluviale protégée entre Gletsch et Oberwald la possibilité de s'écouler librement en méandres, ce qui revaloriserait cette région. (*Walliser Bote* du 23/5/13)

A qui appartient la Grande Dixence?

La *Grande Dixence SA,* avec siège à Sion, est actuellement propriétaire du plus grand barrage suisse. Elle est en tête du marché du courant électrique d'origine hydraulique tant en Europe qu'en Suisse. La Grande Dixence SA appartient à 60% à la firme *Alpiq,* créée en 2008 par la fusion d'*Atel* (Aare-Tessin AG) et EOS (Energie de l'ouest suisse). Les entreprises *Axpo* (auparavant Nordostschweizerische Kraftwerke NOK), BKW (Berner Kraftwerke), IWB (Industrielle Werke Basel) en détiennent chacune 13 1/3%. 17 cantons y participent directement ou indirectement. Toutefois le Valais n'y participe guère. Depuis deux ans, c'est quelqu'un du Haut-Valais qui dirige pour la première fois cette entreprise. *Alpiq* et BKW sont des sociétés par actions cotées en bourse. Elles sont cependant tenues à plus de 80% par les pouvoirs publics. *Axpo* est détenue à 100% par les cantons de la Suisse du Nord-Est. La Grande Dixence appartient donc presque entièrement à quelques cantons et grandes villes situées essentiellement en Suisse alémanique et en Suisse romande.

Mais la Grande Dixence n'est qu'une des nombreuses centrales hydrauliques. Rien qu'en Valais, il y a une cinquantaine de grandes centrales, dont trois des quatre plus grands lacs de rétention de Suisse. Elles couvrent un tiers du besoin en électricité du pays. Toutefois, 80% de la force hydraulique valaisanne est majoritairement en mains «étrangères». Selon des rapports d'experts, les caisses publiques du Valais n'en profitent qu'à hauteur d'environ 170 millions de francs.

Droit de retour en perspective

C'est le canton qui détient les droits concernant le Rhône. En revanche, ce sont les communes qui sont responsables des affluents du fleuve. Cette répartition octroie aux vallées adjacentes une forte position, du fait que presque toutes les usines hydroélectriques se trouvent sur leur territoire. A quelles conditions les communes ont-elles jadis cédé leurs concessions d'eau?

Les grandes sociétés électriques suisses utilisent l'énergie hydraulique indigène contre le paiement d'un droit d'eau annuel. Toutefois, les Valaisans étaient intelligents. Ils ont soumis dans la première moitié du XXe siècle l'utilisation de l'énergie hydraulique à une clause importante. Au bout de la durée de la concession du droit d'eau, dans la plupart des cas de 80 ans, il y a le «droit de retour», c'est-à-dire qu'une grande partie des installations hydrauliques (environ 80%) revient à la commune qui a accordé la concession. Cela signifie concrètement que la collectivité, dans la plupart des cas quelques communes de montagne, peut reprendre gratuitement la partie des installations dites «mouillée», c'est-à-dire le barrage, les conduites d'amenée et forcée ainsi que les turbines. Parallèlement, les communes peuvent acquérir à bon prix la partie dite «sèche», c'est-à-dire les installations électrotechniques. C'est ainsi que des installations valant plusieurs milliards de francs peuvent changer de mains. Les médias valaisans parlent de fortunes atteignant 20 milliards de francs. Les petites communes de montagne dans les vallées adjacentes du Rhône en profiteront le plus, ce qui crée de vives discussions dans un grand nombre de communes.

Les contrats du droit d'eau conclus par les communes et le canton du Valais avec les grandes entreprises d'électricité de Suisse sont similaires. Ils prévoient eux aussi que les installations doivent «retourner» aux communes à la fin de la durée de la concession.

L'utilisation de la force hydraulique avec de grands lacs d'accumulation fut dans la première moitié du XXe siècle une nouveauté comparable aux grands parcs éoliens d'aujourd'hui. Personne ne pouvait réellement prédire si les énormes efforts consentis seraient «rentables» et si l'utilisation serait durable. Personne ne savait si l'industrie et les chemins de fer suisses pourraient être approvisionnés en électricité de façon efficiente et bon marché. Personne ne savait si les installations coûteuses ne se retrouveraient pas un beau jour abandonnées dans la nature. – Le «droit de retour» prévu dans les contrats des communes valaisannes était une espèce d'assurance pour un futur incertain. Pour les générations actuelles, ce «droit de retour» est une bénédiction. Elles profitent de la prudence et prévoyance de leurs grands-parents et arrières grands-parents – cela d'autant plus qu'actuellement l'énergie hydraulique gagne en importance au vu des débats en cours.

Comment continuer?

Dans les médias valaisans, on mentionne souvent les communes Eisten et Zwischbergen comme exemple extrême. Lors du droit de retour des centrales hydrauliques Mattmark et Ackersand I, ils recevraient des valeurs en capitaux d'environ 1,5 millions de francs par habitant. Un exemple actuel existe déjà: les CFF ont rachetés récemment le droit de retour de six communes de la vallée du Trient et ils ont payés pour le renouvellement de la concession de la centrale hydraulique Barberine 343 millions de francs. La commune de Finhaut avec 367 habitants en a obtenu 112 millions. Bien que le Conseil communal ait voulu réaliser avec cet argent des plans touristiques onéreux, les citoyens ont une fois de plus montré leur sagesse, qui est à l'ordre du jour dans les communes suisses organisées selon le principe de la démocratie directe: ils ont refusé le projet lors de l'assemblée communale.

Il y a encore un autre exemple: en 1945, la commune de Bagnes a renoncé volontairement au droit de retour dans sa concession pour la Dranse de Bagnes.

Si dans un futur proche le droit de retour est exercé intégralement selon les contrats, les grands concessionnaires des centrales hydrauliques suisses ne vont pas seulement perdre la propriété des installations mais aussi la jouissance de l'eau, avec laquelle elle produit l'électricité. Dès 2030, les grandes centrales hydrauliques – dont la Grande Dixence – vont retourner aux communes. Environ 80% des centrales vont passer sans indemnisation dans la propriété des communes. En réalité, cela devra être réglé beaucoup plus tôt. Les concessionnaires actuels ont déclaré – et c'est bien compréhensible – qu'ils n'investiraient et renouvèleraient les centrales que s'ils ont la certitude de pouvoir participer à l'avenir à la production d'électricité en Valais.

Jürg Aeberhard, chef de la production hydraulique chez *Alpiq*, a déclaré, lors d'une visite au Valais il y a quelques années, à la manière pas très empathique que seul un habitant de la plaine peut avoir: «Les communes sont les joyeux gagnants du droit de retour.» bien qu'ils ne remplissent pas les conditions préalables pour pouvoir exploiter une grande centrale hydraulique avec succès. Ils devraient aussi être capable financièrement de réagir à des perturbations de toutes sortes, des accidents de travail et des investissements de remplacement courant, et ils devraient aussi avoir accès au marché d'électricité européen. Aeberhard a proposé de trouver un prétendu «compromis bien confédéré». Les concessionnaires actuels et les communes pourraient faire «moitié – moitié». (*Walliser Bote* du 26/3/11) Il va de soi que cette proposition n'a pas trouvé beaucoup d'écho positif au Valais. Le journaliste bien connu *Luzius Theler* a écrit dans le *Walliser Bote* du 29/3/11: «*Alpiq* exige la moitié des valeurs du droit de retour pour les concessionnaires des centrales hydrauliques. Cela est soit naïf soit bien hardi – ou bien les deux».

Le Conseil d'Etat *Jean-Michel Cina,* membre du gouvernement valaisan, n'a pas non plus laissé valoir l'argumentation d'Aeber-

Suite page 8

«Le château d'eau du Valais …»
suite de la page 7

hard: «Ce que les cantons du Plateau suisse savent faire est aussi possible pour le Valais: Pourquoi ne serions-nous pas capable de créer une entreprise d'électricité?» a-t-il demandé. Zurich et Genève sont les centres financiers, Bienne le centre de compétence de l'industrie horlogère. Le Valais pourrait devenir un centre de compétence pour la force hydro-électrique. Les premiers pas sont déjà faits. Des postes de travail qualifiés vont être créés. Jusqu'en 2015, l'EPFL veut établir à Sion, le chef-lieu du canton du Valais, un institut avec onze chaires. Sept s'occuperont du domaine de l'énergie.

Et Cina de continuer: il est faux de contester la capacité de gérer des centrales hydrauliques aux cantons de montagne. En outre, il n'est pas prévu de «détrôner entièrement les anciens concessionnaires.» Les droits de retour offrent la possibilité d'assumer la coresponsabilité et de réaliser d'autres revenus outre les redevances hydrauliques. «Serons-nous bientôt des cheiks de l'eau?», demande Jean-Michel Cina. «Je n'aurais rien contre, si le canton du Valais était si riche pour céder quelque chose à d'autres cantons dans le cadre de la péréquation financière. Aujourd'hui, c'est encore le contraire.» *(www.1815.ch/wallis/aktuell/sind-wir-schon-bald-wasser-scheichs-49820.html)*

Qui gouvernera à l'avenir le château d'eau?

On favorise les solutions suivantes:

1. Les communes se font payer et renoncent à reprendre les centrales hydrauliques et à les exploiter elles-mêmes. Elles octroient de nouvelles concessions aux concessionnaires actuels *Alpiq, Axpo* ou BKW.
2. La collectivité, c'est-à-dire les communes concernées et le canton, créent avec les centrales électriques, retournées en leur propriété, une nouvelle société. Les concessionnaires actuels contribueraient à leur tour les parties «sèches» (équipements électrotechniques), leurs savoirs, leurs connaissances techniques et leurs relations commerciales du monde de l'électricité européen. Les deux parties – le Valais ainsi qu'*Alpiq*, BKW et *Axpo* – exploiteraient les grandes installations à l'avenir dans une société commune.

Reste à savoir dans quelle mesure la collectivité participera à la société future. Aujourd'hui, les grandes sociétés telles que *Alpiq*, BKW et *Axpo* contrôlent la production électrique à 80%. Cela doit changer. A l'avenir, le Valais veut une participation directe de 60% après le droit de retour – actuellement ce ne sont que 20%. «Le Valais doit de nouveau être aux commandes», déclare le conseiller d'Etat Jean-Michel Cina. La production de courant doit être une activité commune, permettant aux habitants de prendre le rôle de «maître de maison».

Cela ne résout cependant pas tous les problèmes. Le Valais doit élaborer une solution équitable au sein du canton et également intégrer les intérêts de toute la Suisse. La richesse qui va revenir aux petites communes de montagne éveille des convoitises. Ce ne sont qu'un tiers des communes du Valais qui en profiteront. Le Haut-Valais, où ne vit qu'environ un quart de la population, détient plus de la moitié de l'énergie hydraulique. Une compensation existe déjà aujourd'hui: le canton prélève un impôt sur la force hydraulique de 60% des redevances hydrauliques qu'obtiennent les communes et transfère cet argent dans le budget cantonal. Le droit de retour et les concessions pour l'utilisation de la force hydraulique doivent être réorganisés. L'ancien conseiller aux Etats *Rolf Escher* propose que les communes concédantes profitent de

Grande Dixence: le plus grand barrage suisse. (photo wikimedia/Paul Kordwig)

la moitié du droit de retour et le canton et les autres communes chacun d'un quart.

Le 17 janvier 2013, les communes du Haut-Valais ont informé qu'ils avaient décidé avec une majorité écrasante qu'ils désiraient travailler avec un partenaire fort du secteur de l'électricité qui tiendrait 40% d'une société commune. Les communes concédantes tiendraient 30%, l'Etat du Valais et les communes non concédantes 15% chacun. La gauche politique préférerait que toutes les centrales hydrauliques soient gérées de manière centralisée par une seule société cantonale. (*Walliser Bote* du 19/1/13)

Entre les cantons, concernant l'énergie hydraulique, il reste encore des questions devant être résolues de manière fédéraliste. Actuellement, les cantons alpins négocient avec certains cantons du Plateau, où se trouvent les sièges des grandes sociétés d'énergie hydraulique. Les bénéfices que ces sociétés font avec leur eau, doivent être davantage imposés là d'où ils proviennent. Aujourd'hui, les grandes sociétés d'énergie hydraulique réalisent leurs bénéfices avec l'eau des cantons alpins, en étant imposés en grande partie à leur siège principal dans le Plateau. Le canton de Soleure (siège d'*Alpiq*) a interrompu les négociations parce que les points de vues n'étaient pas compatibles. Ce sera au Tribunal fédéral de décider. (NZZ du 25/9/13)

La centrale hydroélectrique à accumulation par pompage est une stratégie éprouvée

La *Grande Dixence SA* et sa partenaire, les *Forces motrices valaisannes,* ont informé qu'elles désiraient transformer la Grande Dixence en une centrale hydroélectrique à accumulation par pompage. Actuellement, Nant-de-Dranse, également une centrale de pompage-turbinage, est déjà en construction dans la région. Le projet RhoDix aura une capacité de 2000 mégawatts et sera donc encore bien plus grand que l'immense centrale de Linthal 2015, en construction dans le canton de Glaris. L'eau serait prélevée du Rhône et pompée en deux étapes de 500 à 2240 mètres d'altitude dans le lac de Dix. Pour cela on prévoit de construire deux immenses cavernes de pompages capables de pomper 40 000 litres d'eau par seconde. Au premier abord, cela apparaît être une affaire déficitaire, parce qu'il faut davantage d'électricité pour le pompage de l'eau que ce qui résulte par la suite du «turbinage». Mais cela est néanmoins rentable. On pompe l'eau quand il y a du courant en abondance sur le marché et que les prix sont bas. Plus tard, on produit l'électricité exactement au moment où la demande est grande et les prix élevés. Une centrale de pompage-turbinage peut produire en deux minutes du courant «sur mesure» et le transmettre au réseau. Les coûts de la transformation sont estimés à 800 millions de francs. *Alpiq*, *Axpo*, BKW et les *Services techniques de Bâle,* qui sont propriétaires de la *Grande Dixence SA,* ne lanceront le projet que quand les conséquences du droit de retour seront clarifiées. (*Walliser Bote* du 9/2/13)

Vraisemblablement, il y aura au cours des prochaines années de nombreuses centrales de pompage-turbinage qui seront construites en Europe – surtout dans les pays alpins tels la Suisse, l'Autriche, l'Espagne et la Norvège. La raison principale est évidente. La part des énergies renouvelables augmente continuellement. Les fluctuations obligatoires dans la production du courant produit par les parcs éoliens et la photovoltaïque peuvent être égalées avec de telles centrales. Mais – cela fonctionnera-t-il vraiment?

Focalisation unilatérale sur l'énergie solaire et éolienne provoque l'effondrement des prix de courant

Depuis peu cependant, le scepticisme règne face à la construction de centrales de pompage-turbinage. Les *Berner Kraftwerke* BKW ont repoussé le projet *Grimsel 3* parce qu'actuellement il ne serait pas rentable. «Les centrales de pompage-turbinage sont-elles déjà obsolètes?» se soucie Luzius Theler dans son article paru dans le *Walliser Bote* du 30/3/13. Les grandes centrales telles Linth-2015 (2 milliards de francs) dans le canton de Glaris et Nantes-de-Drance-2017 au Valais (1,84 milliards de francs) sont en construction et produiront à l'avenir autant de courant qu'une centrale nucléaire. Qu'est-ce qui a amené la BKW à retarder son projet, chose qui va à l'encontre de la Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral?

Actuellement, il y a une offre excédentaire massive d'énergie électrique sur le marché européen et les prix ont fortement baissés. Avant tout l'Allemagne subventionne massivement les parcs éoliens et le photovoltaïque et a construit d'immenses capacités en mer et à terre. Les budgets allemands paient tout de même un prix élevé pour le courant parce qu'ils doivent payer un supplément massif de plus de la moitié pour couvrir les frais élevés et les subventions de la transition énergétique. Actuellement c'est énorme, un ménage paie en moyenne 35 centimes par kilowattheure, ce qui représente le plus haut prix pour le courant de toute l'Europe. Il est prévu de l'augmenter à 40 centimes jusqu'en 2020. Le ministre fédéral allemand *Altmeier* a même déclaré récemment que les contribuables et les consommateurs devront payer la transition énergétique à hauteur de 1000 milliards d'euros jusqu'en 2040. Aujourd'hui déjà, l'Allemagne débourse chaque année 20 milliards d'euros de rétributions garanties du courant injecté, suite à quoi les installations d'énergie solaire et éolienne sont un commerce profitable aussi pour les petits producteurs. De plus en plus de voix critiques se font entendre blâmant certains développements qui vont dans la fausse direction, sont trop rapides et sans conception globale.

Le problème principal tient au fait que les centrales nucléaires et à charbon ne peuvent pas être arrêtées malgré les excédents qu'elles produisent parce qu'il y a des jours sans soleil et sans vent. Lors de jours ensoleillés et venteux – ainsi qu'avec les centrales nucléaires et au charbon – on produit beaucoup trop de courant, si bien qu'on parle de «courant jetable» dont le prix baisse par moments en dessous de zéro. Ce courant est alors conduit, grâce au marché libre de la bourse européenne de l'électricité, dans les pays voisins et y provoque une baisse des prix. Cela a pour conséquence que la Suisse ne peut plus couvrir les frais de son énergie hydraulique en tant qu'«ancienne» énergie renouvelable. A la bourse européenne de l'électricité, le courant est négocié en moyenne à 4 ou 5 centimes. Ce prix se trouve en dessous du prix de revient de 7 centimes des centrales hydrauliques suisses actuelles. Ces frais s'élèvent à 14 centimes dans les installations neuves ou modernisées, selon une étude de l'*Office fédéral de l'Energie* (NZZ du 13/12/13). Autrement dit: les installations existantes ne peuvent pas couvrir leurs frais et les nouvelles installations ne sont pas non plus rentables parce que l'importation est en Suisse actuellement bien meilleur marché que la propre production – un développement dangereux pour le pays.

Récemment, le directeur des *Centralschweizerische Kraftwerke* CKW s'est exprimé de la façon suivante: «L'injection subventionnée d'énergie solaire et éolienne déforme les prix de marché à hauteur de 30 à 40%.» La BKW abandonnera de manière anticipée la centrale nucléaire de Mühleberg – pour des raisons d'ordre commercial, parce qu'ici aussi, la production n'est plus rentable. La dépendance de l'étranger augmentera – qu'il s'agisse de centrales à énergie fossile ou de centrales nucléaires. Les BKW sont associés à la centrale à charbon allemande de Wilhelmshaven qui sera opérative prochainement. La part des BKW correspond à deux tiers de la capacité de Mühleberg.

Avenir incertain de l'énergie hydraulique

Dans le *Walliser Bote* du 6/7/13, Luzius Theler se montre profondément préoccupé par les perspectives d'avenir des centrales hydrauliques locales: «Celles-ci se trouvent le dos au mur. Vu les nouvelles énergies renouvelables hautement subventionnées et leur développement très rapide, elles sont confrontées à des faits désagréables. Le courant hautement subventionné, venant notamment de l'Allemagne, submerge le marché à des prix qui se trouvent en dessous des prix de revient des centrales électriques suisses et même des centrales hydrauliques. Même les centrales très profitables jusqu'à présent voient leurs marges fortement réduites. En outre, l'estimation de l'avenir du développement dans le secteur énergétique est absolument imprévisible. Plus personne ne sait où l'on va – ni à court terme ni à long terme.» La baisse des prix entraînera aussi une nouvelle évaluation de la valeur des droits de retour. Luzius Theler en déduit qu'actuellement, l'énergie hydraulique traverse l'une des phases les plus difficiles de son histoire.

Le concept éprouvé durant de longues années de livrer aux heures de pointe du courant à prix élevé ne fonctionne plus de la même manière. Au cours des dernières décennies, le courant des centrales de pompage-turbinage était sollicité pendant les heures de midi, donc quand partout en Europe les cuisinières étaient mises en marche en même temps, et on pouvait livrer en quelques minutes beaucoup de courant supplémentaire. Depuis peu, les centrales de pompage-turbinage ressentent la concurrence des centrales photovoltaïques qui produisent le plus de courant à midi (quand le soleil brille). Les centrales de pompage-turbinage doivent maintenant s'habituer à réagir comme une «batterie» qui stocke le courant pour niveler les fortes fluctuations de la force de vent et du soleil qui surviennent obligatoirement. En Allemagne, le vent et le soleil produisent du courant pendant moins d'un quart de 8760 heures annuelles (FAZ du 19/10/13). Les capacités existantes des centrales de pompage-turbinage ne suffisent de loin pas à contrecarrer les grands trous dans l'approvisionnement. De nombreuses centrales à charbon prennent en charge cette tâche. Et on en construit encore davantage. Elles provoquent avec les centrales nucléaires restantes des excédents massifs de courant – avant tout, quand le vent souffle et le soleil brille en même temps.

Bilan: Il est temps qu'en Suisse les centrales hydroélectriques obtiennent de nouveau la reconnaissance qu'elles méritent auprès de la politique et de l'économie. La conservation et la promotion de la production agricole est d'énorme importance pour notre souveraineté alimentaire et il en est de même pour l'énergie hydraulique qui doit avoir une place prioritaire dans nos régions alpines et jurassiennes afin de garantir autant que possible notre autosuffisance en courant électrique. Outre les petites centrales hydroélectriques, il faut permettre aussi aux grandes centrales telles que la Grand Dixence ou Linth-2015 de vendre leur courant à un prix équitable.

La 2e partie de cet article mettra encore plus l'accent sur les questions de l'alimentation électrique au sein de l'UE, et soumettra à la discussion divers aspects d'une politique énergétique suisse aussi indépendante que possible. •

Alertswiss – informations pratiques pour réaliser son propre plan d'urgence

hd. Début février 2015, l'*Office fédéral de la protection de la population* (OFPP) a lancé le système *Alertswiss* en collaboration avec diverses organisations partenaires. Dès aujourd'hui, les nouveaux canaux de communication sont accessibles par le biais du site web (*alertswiss.ch*), de l'application gratuite «Alertswiss» et du compte Twitter (*@alertswiss*) pour informer toute personne intéressée sur la protection en cas de catastrophe ou de situation d'urgence.

La principale mesure consiste à réaliser soi-même un plan d'urgence pour son propre ménage. On peut, par exemple, y noter les lieux de rendez-vous pour les membres de la famille, des informations importantes ou une liste des provisions. «En situation d'urgence, il est décisif que les autorités et la population sachent réagir correctement et rapidement», a déclaré *Benno Bühlmann,* le directeur de l'*Office fédéral de la protection de la population.*